

MISSION D'EXPLORATION EN FRANCE
SUR LES QUESTIONS RURALES ET REGIONALES

du 17 avril au 8 mai 1977

RAPPORT D'ACTIVITES

par

Pierre Bruneau, géographe
Fernand Harvey, sociologue
professeurs au département des lettres et
sciences humaines

Yves Dion, économiste
professeur au département des sciences de
l'administration

GRIDEQ

(Groupe de Recherches Interdisciplinaires en Développement de l'Est du Québec)

UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI

mai 1977

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires
Intergouvernementales
Direction générale de la
coopération internationale
Direction des affaires éducatives

1035 de la Chevrotière
Québec 4 G1R 5A5

Québec, 14 avril 1977

Monsieur Fernand Harvey
Université du Québec à Rimouski
300 ave des Ursulines
Rimouski
P.Q. G5L 3A1

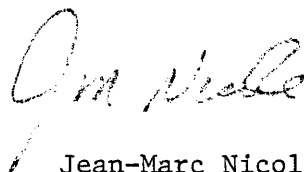
Monsieur,

Vous trouverez sous ce pli un ordre de mission, vos coordonnées de vol ainsi qu'une formule de rapport de mission relativement à votre séjour en France du 17 avril au 8 mai.

Je vous saurais gré de bien vouloir présenter la copie ci-jointe de cet ordre de mission à Mlle Ghislaine Girard, Conseiller adjoint à l'Education à la Délégation générale du Québec à Paris.

Permettez-moi de souligner l'importance que la Direction attache au rapport que vous devez présenter au terme de votre mission, et à vos commentaires et suggestions sur les projets intéressants à poursuivre dans ce secteur.

Vous souhaitant un agréable et fructueux séjour en France, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Jean-Marc Nicole
Chargé de programme

JMN/ml
P.J.



Université du Québec à Rimouski

300, avenue des Ursulines, Rimouski, Québec.
G5L 3A1
Téléphone : (418) 723-1986

Rimouski, le 30 mai 1977.

Monsieur Jean-Marc Nicole
Chargé de programme
Direction générale de la
coopération internationale
Ministère des Affaires Intergouvernementales
Gouvernement du Québec
1035 rue de la Chevrotière
Québec 4 G1R 5A5

Monsieur,


Veillez trouver ci-joint le rapport de la mission d'exploration en France que nous avons réalisée du 17 avril au 8 mai 1977.

Notre mission a été des plus fructueuses et nous en ramè-
nons quantité d'informations. C'est la raison pour laquelle ce
rapport est si volumineux. Il servira en même temps d'instrument
de travail et de référence pour les membres du GRIDEQ (Groupe de
Recherches Interdisciplinaires en Développement de l'Est du Québec).

Au nom de mes collègues Pierre Bruneau et Yves Dion et en
mon nom personnel, je remercie votre ministère d'avoir rendu cette
mission possible financièrement.

Veillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes senti-
ments les meilleurs.

FH/db


Fernand Harvey
Coordonnateur du GRIDEQ

IV

TABLE DES MATIERES

	Page
Présentation.....	VI
I- <u>Objectifs de la mission</u>	1
II- <u>Horaires détaillés de la mission</u>	3
III- <u>Compte-rendu des principales rencontres</u>	8
1- Macquart, attaché à la D.A.T.A.R. (Paris).....	9
2- Claude Vienney, Collège Coopératif (Paris).....	11
3- Placide Rambaud, Centre de sociologie rurale (Paris)	16
4- M. Squarciani, Atelier central d'aménagement rural (Paris).....	18
5- Madame M.E. Chassagne, Atelier central d'aménage- ment rural (Paris).....	20
6- Henri Desroche, Collège Coopératif (Paris).....	21
7- Université de Rennes I.....	22
8- M. Carlotti, Mission régionale de Bretagne.....	26
9- Louis Ergan, Rennes.....	26
10- Université de Haute-Bretagne.....	27
11- Association Rennaise d'Etudes Sociologiques.....	31
12- Visite de la Foire de Rennes.....	36
13- Université de Pau.....	38
14- M. De Réparaz, géographe à l'Université d'Aix.....	51
IV- <u>Bilan de la mission et perspectives</u>	53

ANNEXES

Annexe I: Enquête menée par le service d'urbanisme de la ville de Rennes auprès de la popu- lation.....	62
Annexe II: ATP - CNRS: Observation du changement social et culturel.....	64

Annexe III:	Station d'Economie et de Sociologie Rurales.....	72
Annexe IV:	Bibliographie d'ouvrages d'intérêt rural, urbain ou régional glanés au cours de la mission d'exploration.....	74
Annexe V:	Projet soumis par le GRIDEQ à l'Office franco-québécois.....	79
Annexe VI:	Projet soumis par l'Université de Pau à l'Office franco-québécois.....	88

Présentation

Le présent rapport est le résultat d'une mission d'exploration en France entreprise par trois professeurs de l'Université du Québec à Rimouski, membres du GRIDEQ (Groupe de Recherches Interdisciplinaires en Développement de l'Est du Québec).

Cette mission réalisée grâce à l'aide financière du Ministère des Affaires Intergouvernementales du Québec et de l'Université du Québec à Rimouski s'est déroulée du 17 avril au 8 mai 1977.

Au cours des mois qui ont précédé le voyage, des contacts avaient été pris avec plusieurs centres de recherche universitaires voués à l'étude du développement rural et régional. Cependant, il est vite apparu que nous aurions à faire un choix entre de nombreuses possibilités, compte tenu du peu de temps dont nous disposions et compte tenu aussi des objectifs de notre mission.

Notre but n'était pas, en effet, d'établir des relations avec les plus grands centres de recherche en développement ou en aménagement. Un tel objectif aurait été souhaitable pour connaître de nouvelles méthodologies ou pour entreprendre des études de doctorat. Nous voulions plutôt amorcer des échanges avec des universités de petite ou moyenne taille situées dans des régions périphériques de la France afin d'établir une réciprocité d'échanges; la base de ces échanges étant l'étude de milieux présentant certaines analogies avec l'Est du Québec sur le plan géographique, économique et social.

L'Université du Québec à Rimouski est une petite université située dans une région périphérique et semi-rurale du Québec et plusieurs de ses champs d'intérêt et de recherche diffèrent de ceux des grandes universités urbaines du Québec. Les professeurs-chercheurs de l'UQAR qui s'intéressent aux problèmes de développement rural et régional considèrent qu'ils sont les mieux placés pour étudier certains problèmes liés à la nature de leur milieu. Ces problèmes sont souvent négligés par les chercheurs des autres

universités ou intégrés dans des problématiques qui reflètent avant tout les préoccupations urbaines et industrielles des régions centrales du Québec.

C'est dans cette perspective qu'il devient intéressant d'amorcer des échanges avec des universités françaises situées dans des régions périphériques afin d'établir des comparaisons. Il s'agit en somme d'un premier pas vers l'élaboration d'une problématique régionale basée sur des recherches scientifiques qui puissent servir d'instrument d'analyse et d'action pour les agents socio-économiques régionaux.

Notre itinéraire a privilégié quatre points de chute: Paris, Rennes, Pau et Aix-en-Provence. La France étant un pays très centralisé, il nous apparaissait important de nous arrêter à Paris pour rencontrer diverses personnes-ressources qui s'intéressent au développement rural et régional et à l'aménagement du territoire... Le choix de Rennes et de Pau se justifie facilement en raison de la situation géographique de ces deux régions par rapport à la région parisienne. De plus, on connaît l'importance de la conscience régionale en Bretagne, tant au niveau socio-économique que culturel. Quant à l'Université de Pau, elle s'est acquise une réputation par ses efforts d'implication dans le milieu régional, phénomène assez rare en France. Enfin, l'arrêt à Aix-en-Provence se justifiait au niveau de l'information, du fait de l'importance des recherches régionales, en particulier sur le plan économique et géographique.

On trouvera dans le présent rapport, outre l'horaire détaillé de notre emploi du temps, un compte-rendu plus substantiel de nos principales rencontres avec des individus ou des groupes. Nous n'avons pu rencontrer certaines personnes citées dans notre rapport, faute de temps, mais nous avons voulu les citer quand même puisque ce rapport pourra servir d'instrument de travail pour des rencontres futures.

La majorité de nos rencontres ont eu lieu avec des universitaires; quelques-unes, avec des fonctionnaires. Il aurait été évidemment souhaitable

de rencontrer davantage de personnes travaillant sur le terrain. Encore une fois, le temps nous pressait. Par ailleurs, de tels contacts pourraient être beaucoup plus fructueux dans le cadre d'un stage de recherche. Nous avons néanmoins débarrassé le terrain pour des échanges ultérieurs plus approfondis.

Nous tenons, en terminant, à remercier toutes les personnes qui ont facilité cette mission d'exploration et plus particulièrement, monsieur Guy Massicotte, conseiller pédagogique attaché au Bureau Recherche et Développement de l'Université du Québec à Rimouski, monsieur Claude Vienney, économiste, attaché au Collège Coopératif de Paris, monsieur Maurice Bourhis, directeur de la Coopération Internationale à l'Université de Rennes I, monsieur Michel Denis, président de l'Université de Haute-Bretagne, monsieur Quéau, proviseur du lycée Emile-Zola, à Rennes et monsieur Gilbert Dalla-Rosa, maître-assistant de géographie à l'Université de Pau.

Nous conservons le meilleur souvenir de cette mission d'exploration, ayant été reçus partout avec attention et sympathie, plus particulièrement à Rennes et à Pau.

Fernand Harvey, sociologue et
 coordonnateur du GRIDE
Pierre Bruneau, géographe
Yves Dion, économiste

I

OBJECTIFS DE LA MISSION

I- OBJECTIFS DE LA MISSION

Objectifs généraux

- 1- Identifier des individus ou des groupes de recherche intéressés à amorcer des échanges avec un groupe de professeurs-chercheurs de l'UQAR concernant des questions telles que le développement rural et régional, le développement des petites villes et l'aménagement du territoire.
- 2- Développer une problématique des régions périphériques en utilisant la méthode comparative.

Objectifs spécifiques

- 1- Rencontrer des universitaires ayant une expérience théorique ou pratique en matière de développement ou d'aménagement régional.
- 2- Rencontrer des agents de développement qui travaillent à des projets gouvernementaux ou communautaires.
- 3- Etablir un premier contact avec des équipes de recherche déjà constituées, ou en voie de l'être, et avec lesquelles nous pourrions établir des échanges plus poussés au niveau de l'information documentaire, de la problématique, de la méthodologie.
- 4- Explorer la possibilité de mettre sur pied des stages de recherche de part et d'autre.
- 5- Mettre sur pied, éventuellement, un ou deux projets de recherche intégrés avec des universitaires français concernant l'étude de régions périphériques.

II

HORAIRE DETAILLE DE LA MISSION

Horaire détaillé des rencontres

<u>17 avril</u> (dimanche)	20h30	Départ de Montréal pour Paris
<u>18 avril</u> (lundi)	10h15	Arrivée à Paris
	15h30	Entrevue avec Monsieur D. Macquart, responsable d'un projet d'aménagement rural en haute montagne et membre de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et l'Action Régionale).
<u>19 avril</u> (mardi)	9h15	Rencontre avec Claude Vienney, économiste et membre du Collège Coopératif.
	16h15	Rencontre avec Placide Rambaud, directeur du Centre de sociologie rurale.
<u>20 avril</u> (mercredi)	10h15	Rencontre avec Monsieur Squarcioni chargé de recherche à l'Atelier central d'Etudes et d'Aménagement rural (Ministère de l'Agriculture).
<u>21 avril</u> (jeudi)	11h30	Rencontre avec Henri Desroche, sociologue Directeur du Collège Coopératif, à Paris.
	14h30	Départ par train pour Rennes
	17h45	Arrivée à Rennes
<u>22 avril</u> (vendredi)		Journée organisée par l'Université de Rennes
	9h00	Table ronde avec des professeurs et des chercheurs du Centre Régional d'Etudes et de Formation Economiques de l'Université de Rennes. Participation de monsieur Brown de l'Ecole nationale supérieure d'Agronomie de Rennes.
	12h30	Déjeuner avec le vice-président de l'Université et le directeur de la coopération internationale.
	14h30	Visite de la Mission régionale de Bretagne et entrevue avec monsieur Carlotti.
	17h15	Entrevue avec Louis Ergen, auteur d'un livre sur les problèmes socio-économiques de la Bretagne.

- 23 avril (samedi) Journée organisée par l'Université de Haute-Bretagne (Rennes II).
- 9h30 Table ronde avec des professeurs de l'Université (géographie, économie, sociologie, histoire) sous la direction de Michel Denis, président de l'Université de Haute-Bretagne.
Echange sur les intérêts réciproques au niveau de l'enseignement et de la recherche.
- 16h00 Visite à l'Association Rennaise d'Etudes Sociologiques.
Rencontre avec Armel Huet, sociologue.
- 24 avril (dimanche) Visite touristique de la région de Saint-Malo avec monsieur Queau, proviseur du lycée Emile-Zola.
- 25 avril (lundi) 13h30 Visite de la foire de Rennes avec monsieur Michel Phlipponneau, géographe et premier adjoint au maire de Rennes, qui nous fait un long exposé sur l'aménagement urbain de la région au kiosque de la ville de Rennes.
- 26 avril (mardi) 11h45 Départ de Rennes pour Pau, en train
21h15 Arrivée à Pau
- 27 avril (mercredi) 10h00 Bilan en équipe du voyage jusqu'ici et établissement d'un plan pour la rédaction du rapport de mission.
16h00 Visite de l'Université de Pau.
Rencontre de jeunes agriculteurs qui reçoivent un diplôme de gestion agricole décernée par l'université.
- 28 avril (jeudi) 9h30 Rencontre avec les professeurs de géographie de l'Université de Pau. Exposé des intérêts réciproques au niveau de l'enseignement et de la recherche.
13h00 Déjeuner en compagnie de monsieur Levier, président de l'Université de Pau.
14h30 Excursion rurale avec Gilbert Dalla Rosa, professeur de géographie à Pau.

<u>29 avril</u> (vendredi)	10h00	Visite du Département d'Etudes régionales de l'Université de Pau. Rencontre avec monsieur Piaule, géographe et assistant-directeur du D.E.R.
	11h30	Bilan du séjour à Pau en compagnie de messieurs Chadefaud et Dalla Rosa, géographes. Bases d'une collaboration plus structurée entre Pau et Rimouski.
<u>30 avril</u> (samedi)	10h00	Départ de Pau pour Avignon, par train
	18h00	Arrivée à Avignon. Repos
<u>1er mai</u> (dimanche)	13h30	Départ d'Avignon pour Aix-en-Provence
	17h30	Arrivée à Aix
<u>2 mai</u> (lundi)	10h30	Rencontre avec monsieur Derébaras, professeur de géographie à l'Université d'Aix-Marseille.
<u>3 mai</u> (mardi)	10h00	Visite du Centre d'Economie régionale dirigé par Jean-Claude Perrin, économiste.
	14h00	Visite du Centre d'études touristiques de l'Université d'Aix.
<u>4 mai</u> (mercredi)	11h15	Départ d'Aix pour Paris, en train
	19h15	Arrivée à Paris
<u>5 mai</u> (jeudi)	11h00	Visite à la Maison des Sciences de l'homme, 54 bd Raspail, à Paris.
	14h00	Rencontre avec Ghislaine Girard, responsable des missions d'exploration à la Délégation générale du Québec à Paris.
	15h30	Visite du Centre culturel Georges-Pompidou, à Paris.
	19h30	Rencontre de Fernand Harvey avec Henri Desroche.
	20h00	Rencontre de Fernand Harvey avec Claude Vienney. Bilan de notre séjour en France.

<u>6 mai</u> (vendredi)	10h00	Rencontre de Pierre Bruneau avec madame Chassagne, à l'Atelier central d'aménagement rural (Ministère de l'Agriculture).
	14h00	Rencontre de Fernand Harvey avec Louis Quere, sociologue-chercheur rattaché au groupe d'Alain Touraine, et qui s'intéresse à l'étude des mouvements régionalistes en France. Mademoiselle Wanda Holohan, sociologue des mouvements corses se joint à nous.
	16h30	Brève visite de Fernand Harvey au Centre de sociologie urbaine, à Paris.
<u>7 mai</u> (samedi)	15h30	Rencontre de Fernand Harvey avec Patrick Lagadeck, auteur d'une recherche sur le processus décisionnel dans le cas du projet de super-port à Brest.
<u>8 mai</u> (dimanche)	12h30	Départ de Paris pour Montréal
	13h30	Arrivée à Mirabel et retour sur Rimouski
<u>9 mai</u> (lundi)		Repos !

III
COMPTE-RENDU
DES
PRINCIPALES RENCONTRES

1- Rencontre à la D.A.T.A.R. : délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Paris). Lundi le 18 avril.

M. Macquard, responsable de la section agricole, nous reçoit. Il nous parle d'abord des champs d'intervention qu'il privilégie à savoir:

- a) les régions littorales
- b) les régions de montagne
- c) les zones rurales en déprise

Puis il exprime quelques idées personnelles sur la planification et l'aménagement du territoire tels que pratiqués en France depuis les années 60:

- a) Au cours des dernières années, on s'est rendu compte que l'aménagement du territoire était directement lié à la conjoncture économique. Quand cette dernière est favorable, les grandes politiques d'aménagement donnent des résultats tangibles. Quand elle est défavorable comme c'est le cas depuis 1974, l'aménagement du territoire devient illusoire.
- b) Contrairement au VIe plan, le VIIe plan n'a plus de caractère incitatif. Les interventions sont devenues ponctuelles, les dossiers ad hoc, ce qui montre bien l'essoufflement de la planification en France et l'apparition d'un certain pessimisme.
- c) A la période actuelle caractérisée par un retour au libéralisme économique, doit succéder une ère où l'état se ménagera une participation plus affirmée quant aux choix des grandes orientations économiques nationales.

En vertu des pouvoirs juridiques qui lui sont conférés, la Datar exerce en France une influence déterminante (1). Les critiques qui

(1) La Datar relève directement du premier ministre. Elle jouit d'un droit de veto sur tous les projets des grandes administrations publiques.

lui sont adressées sont à la mesure de son rôle c'est-à-dire virulentes à certaines occasions.

On en a pour preuve ces quelques pages que Jean Andouin réserve à la Datar dans son ouvrage intitulé La France culbutée:

"La vision nationale de l'aménagement du territoire a ses raisons que l'intérêt local ignore. Et les on-dit affluent sur ces pistes déviées, sur ces projets bouleversés, sur ces emplois volés ... pour des motifs où l'intérêt national le dispute parfois à la stratégie électorale". (2)

(2) Jean Andouin, La France culbutée, Alain Moreau, Collection nuisances, Paris 1977, p. 127.

2- Claude Vienney, économiste
Collège Coopératif
7, Avenue Franco-Russe
Paris 7e

19 avril 1977

La rencontre avec Claude Vienney comportant deux volets: un tour d'horizon de différents problèmes liés au développement régional et une liste de personnes qu'il serait intéressant pour nous de rencontrer au cours de notre séjour en province.

1) Problèmes liés au développement régional en France

a) Dimension politique

Sur le plan politique, la montée de l'Union de la Gauche en France en amène plusieurs à s'interroger sur la conception des régions véhiculée par cet éventuel gouvernement. La Gauche n'est pas exempte de contradictions à cet égard. Ainsi, le parti socialiste et le parti communiste ont toujours manifesté un esprit centralisateur dans la plus pure tradition jacobine. Par ailleurs, il arrive que les assises politiques de la Gauche se situent pour une bonne part dans les régions, par suite du processus de destruction des économies régionales. L'exemple de la Lorraine est assez significatif à cet égard.

D'une façon générale, personne n'envisage actuellement de transformations radicales du système capitaliste mais on n'ose pas l'avouer publiquement de peur de détruire la cohérence idéologique de la gauche. C'est le sens profond de l'eurocommunisme: transformer le système économique graduellement compte tenu de l'interdépendance des économies nationales.

b) Les stratégies d'aménagement et de développement

En France, l'aménagement du territoire et le développement régional relèvent de deux instances: les autorités régionales

et l'entreprise. Les investissements d'infrastructures sont sous la responsabilité des régions. Quant aux implantations productives, elles sont réalisées par l'entreprise privée, laquelle constitue le véritable moteur du développement. Cette dichotomie suscite parfois des contradictions entre le plan central d'aménagement qui prend des décisions relatives à la production et les plans régionaux qui se limitent à la dimension des services à mettre en place.

La tendance spontanée de l'économie est à la centralisation. Les politiques incitatives de décentralisation des entreprises ont eu pour résultat de créer des emplois peu qualifiés. On a surtout créé des succursales régionales d'entreprises centralisées. C'est le cas des implantations industrielles à Rennes, en Bretagne. Une telle structure économique régionale demeure très fragile et résiste mal en cas de crise économique. Il apparaît, par ailleurs, beaucoup plus difficile de créer un complexe d'entreprises régionales intégré capable de résister à de telles crises. Il faut cependant citer l'exemple de la région de Grenoble comme cas de diversification du tissu industriel.

Quoiqu'il en soit, les retombées sociales de ces initiatives de développement économique méritent d'être soulignées. En développant l'emploi au niveau secondaire, on a créé un nouveau type de conscience syndicale et régionale. C'est le cas de la Bretagne notamment.

c) Le problème agricole

L'agriculture française se partage en deux tendances: l'agriculture industrielle qui emploie des travailleurs agricoles salariés et l'agriculture familiale traditionnelle. On croyait que les agriculteurs des entreprises familiales se transformeraient en salariés

agricoles. En fait, on a plutôt procédé par contrat. Il convient ici de remarquer que le facteur de production n'est plus la propriété du sol mais la technologie.

La modernisation de l'agriculture, suite au développement de la technologie a provoqué une diminution considérable de la main-d'oeuvre agricole suscitant dans bien des cas, un processus de désertification de l'espace rural. Par ailleurs, le surplus de main-d'oeuvre dans le secteur agricole modernisé a fait sentir la nécessité de créer des emplois industriels dans les régions pour compenser.

d) La relation rural-urbain

On ne peut étudier les ruraux sans étudier ce qu'il y a d'urbain dans leur tête. Il faut donc établir un lien constant entre l'urbain et le rural sur le plan sociologique. Ainsi, l'image du monde rural véhiculée par l'urbain l'amène à rechercher ce qu'il y a de typique. Cette image, il va sans dire, n'est pas acceptée par le rural.

A titre d'exemple, citons le cas de la publicité touristique d'une nouvelle station de sports d'hiver dans la Vallée de la Maurienne (Alpes). Cette publicité montrait des visages de vieilles femmes ridées pour dégager une image soit-disant typique. On voulait, par la même occasion, présenter une image de type naturaliste par opposition à une image de type capitaliste. L'idée des promoteurs locaux était de créer des équipements sociaux pour la classe ouvrière mais une telle politique n'était pas rentable économiquement. Finalement, c'est la bourgeoisie qui a constitué la clientèle-type de ce centre de sports d'hiver.

Un autre exemple de chassé-croisé des valeurs concerne le camping à la ferme. L'objectif de cette forme de tourisme était de faciliter

l'accessibilité des vacances à la campagne pour les ouvriers. En réalité la clientèle s'est recrutée surtout parmi les hauts-fonctionnaires et les milieux politiques gauchistes ou culturels.

Si l'image de la campagne véhiculée par la ville ne correspond pas à celle des ruraux sur leur propre milieu, il convient, par ailleurs de souligner que l'image de la ville s'est modifiée chez les ruraux et chez les habitants des régions périphériques en général. Paris et les grandes villes, ont cessé de constituer un idéal pour les habitants de la province. Jadis, aller s'installer à Paris constituait un modèle de réussite pour un Breton, par exemple. Maintenant, le modèle est inversé; on désire vivre dans sa région même si les avantages pécuniers sont moindres. (1)

2) Liste de personnes-ressources

a) Paul Houé, sociologue Rennes

Père de l'idéologie rurale en France. Il a mené une opération d'animation dans le Mevet. Sa philosophie consiste à amener la "base" à se développer par elle-même. Certains contestent cette approche car elle laisse supposer que la base est homogène et qu'il n'y a pas de classes sociales dans le milieu rural.

b) L'INRA (Institut national de la recherche agronomique)

Laboratoire d'économie et de sociologie rurale
Route de St-Brieuc
Rennes
Voir: Jean-Baptiste Henry

(1) Sur ce problème, lire: Le cheval d'orgueil.

c) Gaston Lanneau, psycho-sociologue

Institut de psychologie
Université des sciences sociales de Toulouse
2, rue Albert-Lautman
31000 Toulouse

Tél.: (15)-61-40-11-05

d) Alain Poulliquem, économiste de l'INRA

Montpellier

Tél.: (15)-56-63-19-32

Il est d'origine bretonne.

e) Bernard Rosier, économiste de l'INRA

Sciences économiques
Université d'Aix-Marseille II

Tél.: (19) 91-23-51-54

Il dirige un centre de recherche de stratégie de développement du monde rural.

f) Bureau régional de planification pour les activités agricoles

Aix.

Ce bureau a été formé par suite d'une alliance entre l'Université d'Aix-Marseille, le Conseil régional et les coopératives agricoles.

3- Placide Rambaud, sociologue
 Directeur du Centre de sociologie rurale
 10, rue Monsieur le Prince
 Paris 6e

19 avril 1977

1) Secteurs de recherche du professeur Rambaud

1.1 Exploitation agricole

transformation et gestion

1.2 Réseau de coopératives

étude des GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun) (1)

1.3 Rapport ville-campagne

étude de la transformation du travail et des mentalités.

2) Réflexions diverses sur le monde rural

Il n'y a plus d'exode rural en France. On assiste plutôt à une stabilisation démographique et à une politique de création d'emplois. Par contre, la relève s'avère difficile chez les agriculteurs...

Le phénomène touristique d'hiver a pris beaucoup d'ampleur dans le milieu rural. Les Français disposent de huit jours de vacances durant l'hiver, ce qui explique ce nouveau phénomène. Cependant, il semble bien que le tourisme ait écrasé les ruraux à bien des points de vue.

En ce qui concerne l'aménagement du territoire, on note des changements de perspectives depuis 1972. La base tend à intervenir davantage. Quant à la DATAR, l'organisme d'aménagement central, son rôle se limite maintenant à la coordination plutôt qu'à la définition

(1) Placide Rambaud. Les GAEC. Paris, Centre de sociologie rurale, 1973.

de l'approche comme c'était le cas il y a quelques années.

D'une façon générale, nous sommes dans une phase où les ruraux commencent à trouver les défauts de la ville et cherchent à développer une culture propre. En font foi, les expériences de mise en commun de machinerie agricole (CUMA: Coopérative d'utilisation des machines agricoles).

- 4- Atelier Central d'Etudes en Aménagement Rural (A.C.E.A.R.) 20 avril 1977
 M. Squarcioni
 19, Avenue du Maine
 Paris

L'atelier central est un organisme gouvernemental relié au Ministère de l'Agriculture. Composé d'une équipe regroupant plusieurs disciplines, il anime 22 ateliers d'études dispersés dans les 22 régions de programme. Le rôle de l'atelier central en est donc un essentiellement d'animation et de circulation de l'information. De temps à autre, il sera appelé à réaliser des études ponctuelles sur le terrain en aménagement rural. Par contre, il ne s'occupe ni de la définition ni de la mise en application des politiques agricoles qui relèvent directement du Ministère de l'Agriculture.

La rencontre avec M. Squarcioni et un de ses collègues porte sur le travail de l'ACEAR et l'expérience de l'aménagement rural en France.

Selon M. Squarcioni, la conception de l'aménagement rural varie selon les pays. Pour l'Irlande, essentiellement agricole, l'aménagement rural est synonyme d'aménagement du territoire et de développement rural. Pour l'Allemagne de l'Ouest, limitée dans son espace, il s'agit plutôt d'aménagement foncier (ou d'utilisation optimale du sol). La France pour sa part s'efforce de maintenir tant le volet foncier que le volet du développement économique.

Nous retenons aussi de la rencontre avec M. Squarcioni l'apparition d'un phénomène nouveau en France, impensable il y a 15-20 ans bien qu'existant depuis longtemps aux Etats-Unis. Dans certaines régions, nous assistons au regroupement urbain d'exploitants agricoles qui ne vont à la ferme que pour y travailler. M. Squarcioni développe cette mutation à partir de l'exemple de Châtillon. Les exploitants bénéficient alors des services offerts par la ville et comme tous les travailleurs prennent des vacances l'été etc... Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact réel d'un tel phénomène mais il est fort probable qu'il prendra de l'ampleur dans les années à venir.

Retombées

Parmi les retombées de cette rencontre avec l'ACEAR, il y aurait possibilité d'envisager l'organisation de séminaires appliqués en développement rural à l'UQAR. Ces séminaires pourraient réunir avec intérêt des membres de l'ACEAR, de l'UQAR et du Ministère Québécois de l'Agriculture à Rimouski. Il est certain que ces rencontres tripartites sur les problèmes de développement rural ne sauraient être que fructueuses, à tout le moins au niveau d'une plus grande collaboration future entre l'université et les fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture.

5- L'Atelier Central d'aménagement rural (ACEAR)
Madame M.E. Chassagne
19 avenue du Maine, Paris 75015
Tél.: 544-38-86

5 mai 1977

- L'ACEAR relève de la direction de l'aménagement rural rattachée au Ministère de l'Agriculture.
- Quelques membres de l'Atelier Central dont M. Scarcioni et Mme Chassagne ont manifesté le désir d'être mis en contact avec les représentants de l'antenne rimouskoise du Ministère de l'Agriculture.
- Mme Chassagne nous a fait part de l'abondante documentation inédite de l'ACEAR (textes non publiés, notes internes, documents de travail, etc.) Voyant notre intérêt pour ce type de littérature "souterraine", Mme Chassagne nous fait don des travaux les plus récents de l'ACEAR et nous inscrit sur la liste d'envoi des documents de l'Atelier.

6- Henri Desroche, sociologue
Directeur du Collège Coopératif
7, avenue Franco-Russe
Paris 7e

21 avril 1977

La rencontre avec Henri Desroche a porté essentiellement sur l'expérience des groupes coopératifs de "recherche-action" dont les participants s'intéressent au développement communautaire ou régional, en particulier. L'expérience du certificat de deuxième cycle en développement régional de l'UQAR, institué en septembre 1976 à partir de la perspective de la "recherche-action", a eu des retombées en France, en Algérie et dans d'autres pays.

Selon Henri Desroche, le dossier "Opération CRAEQ" produit par l'UQAR, à la suite de cette expérience-pilote, a été diffusé et photocopié dans plusieurs milieux. Plusieurs groupes s'inspirant de ce modèle sont nés sous l'instigation du professeur Desroche. Un congrès de fondation d'une association internationale des coopératives de recherche-action était prévu pour la fin de mai, en Provence. On aurait vivement souhaité la présence d'un participant à l'expérience de Rimouski là-bas mais la chose était impossible pour nous. Par contre, Robert Carrier, professeur au département des sciences de l'administration de l'UQAR devait assister à ce colloque et nous en faire un compte-rendu à son retour.

Très optimiste sur l'avenir de cette formule, monsieur Desroche prévoit tenir un congrès annuel de cette nouvelle association et nous invite à y participer l'an prochain. Rappelons qu'il sera à l'UQAR en juillet prochain pour participer à l'activité de lancement du second groupe du certificat qui se partagera en deux sous-groupes: un à Rimouski et un autre à Carleton.

7- Université de Rennes
 Faculté des Sciences économiques et d'économie appliquée
 à la gestion
 9, rue Jean Macé
 35000 Rennes

22 avril 1977

- 1- Table ronde avec des professeurs spécialistes de l'aménagement rural (messieurs Krier, Guingant, Guidon, Fréville, LeGall, Chené, Martine, Brown).

La table ronde a tourné autour des principaux problèmes de développement régional et rural en Bretagne. Elle nous a permis en outre de mieux saisir les multiples particularités administratives françaises.

La discussion s'est arrêtée en particulier sur trois thèmes:

- a) Finances urbaines: impôt local, gestion financière communale, possibilités d'intervention de la commune.
- b) Droit agricole et développement: politiques d'utilisation du sol, rôle des communes, récupération des terres incultes, problème de la concentration des terres, politique d'indemnisation viagère de départ (I.V.D.).
- c) Coopératives agricoles: mise en commun et commercialisation des produits, professionnalisation, concentration et fédération, coopératives et contrôle de l'industrie laitière.

- 2- Les professeurs de Rennes nous font part de l'élaboration d'un projet de recherche interdisciplinaire sur le changement social et culturel dans les régions sous l'égide du Centre National de Recherche Scientifique (C.N.R.S.). (Action thématique programmée - ATP - CNRS). Dans la région ouest, l'étude se subdivisera en trois sous-ensembles régionaux: Basse-Normandie (Caën), Bretagne (Rennes) et Pays de la Loire (Nantes - Angers - Le Mans). (Voir Annexe II).

L'étude se centrera sur l'analyse en profondeur de 4 à 5 points d'observation (communes) à l'aide d'enquêtes. Cette étude partira du présent et s'échelonnera sur les cinq années suivantes. Mais on procédera aussi à une analyse du passé récent couvrant les 20 dernières années et touchant en particulier les points suivants: tendances et causes du changement, décentralisation industrielle, rôle des administrations de l'Etat, changements liés aux activités de la mer.

Nous avons convenu que l'UQAR soit tenu au courant de l'évolution de ce projet. Il y aurait lieu alors d'envisager les possibilités d'échanges et d'études comparatives.

3- Informations complémentaires

A) L'Université de Rennes ayant une longue tradition, la Faculté des Sciences économiques et d'économie appliquée à la gestion a une bonne expérience dans l'étude des problèmes économiques régionaux. Nombre de ses professeurs et chercheurs ont fait de la Bretagne leur champ privilégié d'études et d'intervention.

La faculté comprend:

- un laboratoire d'économie régionale
- un laboratoire de l'économie des villes et des collectivités
- un centre d'économie urbaine
- un centre régional d'études et de formation économique

Ce dernier centre (C.R.E.F.E.), fondé en 1956, semble le plus actif et vise les objectifs suivants:

- 1) Mettre au service de l'économie régionale des informations régulières grâce à un bulletin trimestriel: Bulletin de Conjoncture Régionale.
- 2) Poursuivre des études sur l'économie de la Bretagne.

3) Provoquer des échanges d'idées et des réflexions prospectives au moyen de rencontres.

B) Les principaux thèmes de recherche poursuivis actuellement par les professeurs et chercheurs de la Faculté et dont les résultats se retrouvent dans le Bulletin de Conjoncture Régionale sont l'économie régionale et l'économie et les finances urbaines.

a) Economie régionale

- 1) L'évolution du niveau de vie des ménages en Bretagne (à partir d'enquêtes de l'INSEE de 1961, 1967 et 1971). 2 thèses publiées (P. LIEVRE, D. BADAULT). 1 thèse en préparation (Mme POTET-KERGOAT).
- 2) Evolution de la population et de l'emploi (indices comparatifs de fécondité et de mortalité; analyse structurale de l'emploi; enquêtes sur la main-d'oeuvre industrielle d'origine agricole). Thèse (B. LANDAIS): les causes de l'évolution économique des cantons ruraux de la Bretagne (1975).
- 3) Incidences économiques et financières du tourisme dans le cadre régional (deux petites régions ont été étudiées jusqu'ici: le Golfe du Morbihan; le canton de Pont-L'abbé, pour évaluer les incidences du tourisme à l'échelle des communes, à la fois sous l'angle du développement de l'activité et des revenus, et sous celui des finances communales).
- 4) Les relations avec l'extérieur dans la comptabilité et la programmation régionales (Publication "Le Tableau Economique de la Bretagne" 150 p. 1976).
- 5) Analyse du secteur industriel régional et de sa croissance (démographie des établissements industriels - effets spécifiques de la pénétration des entreprises extérieures à la région).

Publication trimestrielle: Bulletin de Conjoncture Régionale V (depuis 1956).

b) Economie et finances urbaines

- 1) Analyse des inégalités au niveau des collectivités locales (ATP - CNRS): du fait de l'impôt local dans les agglomérations urbaines; du fait des subventions de l'Etat et des départements aux communes.

- 2) Analyse de la gestion financière des villes: modèle dynamique de simulation de la gestion financière communale; liaisons entre les coûts de fonctionnement et les coûts d'investissement (coût des équipements collectifs); analyse de la gestion des services eau-assainissement.
- 3) Analyse des effets redistributifs des budgets locaux.
- 4) Recherches diverses en économie de la formation et de la santé (les effets économiques et financiers de la consommation d'alcool).

8- Mission régionale
Rennes

22 avril 1977

Rencontre d'un chargé de mission: M. Carlotti

La rencontre avec M. Carlotti, de la mission régionale de Bretagne consistait essentiellement en une rencontre d'informations sur les problèmes et les politiques de développement régional en France et particulièrement en Bretagne. M. Carlotti nous a entretenu sur l'organigramme administratif aux différents palliers de décision, puis sur l'économie de la Bretagne notamment sur la situation de l'agriculture de la région.

9- Etablissement Public Régional
Rennes

22 avril 1977

Rencontre d'un chargé de recherche: M. Louis Ergan

L'établissement public régional est un organisme gouvernemental créé en 1974 et relevant de la mission régionale. On peut en quelque sorte le considérer comme constituant le "brain Trust" de la mission régionale. Il est surtout composé de chargés de recherche contractuels tel que M. Ergan. M. Ergan a écrit un livre sur la Bretagne en collaboration avec M. Krier de l'Université de Rennes I. H. Krier - L. Ergan, Bretagne de 1975 à 1985, Paris, Informations et conjoncture, 1976.

10- Université de Haute-Bretagne (Rennes II)
 6, Avenue Gaston Berger
 35043 Rennes Cedex
 Tél.: (99) 59-20-33

23 avril 1977

L'avant-midi du samedi 23 avril a été consacré à une table-ronde entre les membres de notre délégation et six professeurs en sciences humaines de l'Université de Haute-Bretagne. La réunion était présidée par monsieur Michel Denis, président de l'université et historien de la France rurale.

Dans une atmosphère détendue, les différents participants à cette rencontre ont échangé sur leurs champs d'intérêt respectifs. Outre les membres du GRIDEQ qui ont exposé leur point de vue sur cette question, chaque participant breton en fit de même.

1- Tour de table

- Michel Denis, président de l'université
 historien contemporain de la France rurale de l'Ouest.
 Monsieur Denis a publié plusieurs articles sur la question rurale et régionale. Soulignons un titre en particulier: "La géographie et les origines des déséquilibres régionaux en France", dans La pensée géographique française contemporaine, Saint-Brieuc, Presses Universitaires de Bretagne 1971 (?). p. 683-91.
- Michel Phlipponneau, géographe
 président de la Commission géographique internationale
 premier adjoint au maire de Rennes (Parti socialiste).
 La réputation de monsieur Phlipponneau n'est plus à faire. Il est l'auteur de plusieurs livres et articles sur les problèmes urbains et régionaux. Soulignons trois ouvrages récents de l'auteur:
 - Debout Bretagne ! Saint-Brieuc, Presses universitaires de Bretagne, 1970. 530 p.
 - La gauche et les régions. Paris, Calman-Lévy, 1967.
 - Changer la vie, changer la ville. Rennes, 1973.
 Monsieur Phlipponneau connaît bien le Québec puisqu'il a enseigné à l'Université de Sherbrooke au cours des années 1960.

Il s'intéresse toujours au Québec et aux échanges interuniversitaires. Ses charges au niveau municipal l'empêchent cependant de participer très activement à d'éventuels échanges entre l'UQAR et l'Université de Haute-Bretagne. Il serait par ailleurs tout disposé à orienter vers notre université un ou deux étudiants de niveau de maîtrise dans le cadre d'un stage au Québec. La thèse de l'étudiant stagiaire pourrait alors être co-dirigée par lui et un géographe de l'UQAR.

- Alain Even,

sociologue-économiste.

Son enseignement est centré sur l'administration économique et sociale. Son département forme des administrateurs.

Avant son engagement à l'Université de Haute-Bretagne, Alain Even avait travaillé au Centre d'économie régionale de l'Université de Rennes, sous la direction de monsieur Krier.

Il est intéressant de noter qu'Alain Even a enseigné trois ans à l'Université de Moncton (1966-69) et qu'il a travaillé sur le terrain dans le cadre d'un projet de l'ARDA consacré à l'aménagement du Restigouche, dans le Nord-Est du Nouveau-Brunswick. C'était une époque dominée par l'animation sociale et les problèmes de déménagement.

Il a d'ailleurs consacré sa thèse de doctorat à l'étude des blocages culturels par rapport au développement du Nouveau-Brunswick. Ces blocages culturels sont plus importants que les blocages économiques, selon lui.

- André L'Espagnol,

historien.

Il enseigne l'histoire économique dans l'UER d'histoire et l'UER d'administration économique et sociale.

Il a déjà enseigné au département d'histoire de l'Université de Montréal, entre 1967 et 1970.

Il s'intéresse particulièrement au développement du capitalisme commercial à Saint-Malo.

- Armel Huet,

sociologue
membre de l'ARES (Association rennaise d'études sociologiques).

Armel Huet enseigne à l'UER sciences et techniques de l'Université de Haute-Bretagne.

Il s'intéresse particulièrement à la sociologie urbaine et aux problèmes de développement économique et de changement social.

Il a étudié le développement urbain des villes de Rennes, Lannion et Fougères.

Il s'intéresse aussi aux politiques de développement culturel et a fait un séjour de trois semaines au Québec pour étudier l'animation culturelle chez nous.

- Corentin Kanevet, géographe.

Il enseigne à l'UER de géographie de l'Université de Haute-Bretagne.

Il s'intéresse à l'évolution de la paysannerie et aux transformations du monde agricole. Il est co-auteur d'un livre récent intitulé: Géographie de la Bretagne, Editions Skol Vreiz, 1976. 240 p.

Citons aussi: C. Kanevet, "L'évolution récente de l'agriculture en Bretagne: de l'agriculture paysanne à une agriculture intégrée dans le mode de production capitaliste", dans L'Agriculture en Bretagne (Groupe de recherches bretonnes), Morlaix, Editions AR FALZ, nouvelle série, no 13-15, (avril-juin 1976): 54-106.

- Jean Alain, aménagiste
(renseignements incomplets sur ce professeur).

2- Bilan de la rencontre et suites à donner

Les membres de la table-ronde que nous avons rencontrés ne constituent pas, à proprement parler, un groupe de recherche ni un laboratoire de recherche, bien que certains d'entre eux ont déjà travaillé ensemble. Cependant, dans l'éventualité où des échanges seraient amorcés entre l'Université de Haute-Bretagne et l'UQAR, il est possible qu'une structure plus formelle soit créée à Rennes.

Il convient ici de souligner que ces universitaires se sont montrés très intéressés à amorcer des échanges avec nous, d'autant plus que la Bretagne et l'Est du Québec présentent certaines analogies géographiques et économiques.

Les propositions concrètes au niveau des échanges entre nos deux universités pourraient, dans un premier temps, concerner les points suivants:

- 1- Etude comparée sur la façon dont chacune de nos deux universités se préoccupe de l'étude des problèmes régionaux.

Stages de courte ou de moyenne durée ayant pour objectif la rédaction d'une étude et l'organisation d'une conférence, de part et d'autre.

2- Participation d'un ou deux délégués de l'UQAR à un colloque ruraliste qui se tiendra à Rennes, à la fin de novembre 1977.

Thème: "La petite ville et sa région".

Organisation: l'Association des ruralistes français
l'INRA
l'Université de Haute-Bretagne

A titre de suggestion, le délégué de l'UQAR pourrait présenter une communication à partir d'un thème développé au colloque du GRIDEQ, en 1975.

3- Co-directeur d'une ou deux thèses de maîtrise d'un étudiant de géographie de l'Université de Haute-Bretagne en stage à l'UQAR. En collaboration avec Michel Phlipponneau.

N.B.: Le prochain colloque de l'Association internationale de sociologie aura lieu à Upsala, en Suède, et portera sur l'aménagement régional (1977).

11- Association rennais d'études sociologiques (ARES)
 1, Allée du Gacet
 35100 Rennes
 Tél.: 51.12.66

23 avril 1977

1- Evolution de l'équipe

L'histoire de l'ARES est assez intéressante et mérite d'être soulignée brièvement. La constitution de l'équipe remonte à 1967; elle est née de la rencontre de trois chercheurs:

- René Perron, ayant un poste d'attaché de recherche à l'Office Social et Culturel, organisme para-municipal se consacrant à des études opérationnelles d'urbanisme et à la programmation des équipements socio-collectifs;
- Armel Huet et André Sauvage, exécutant des contrats commandités par la D.A.F.U. sur le pouvoir urbain et les organisations de résidents dans le cadre d'un Institut Universitaire: l'I.R.R.S. (Institut Rennais de Recherche Sociologique), rattaché à la section de Sciences Humaines de la Faculté de Lettres de Rennes.

Ces trois chercheurs fondent une Cellule de recherche au sein de l'Office Social et Culturel. Ils obtiennent tout d'abord des contrats auprès du Service des études du Ministère des Affaires Culturelles. Puis, en 1968, un premier contrat D.G.R.S.T. leur permettant d'étudier le phénomène de la participation au pouvoir urbain. Cette étude donnera lieu à une publication.

Pour réaliser ce contrat, deux nouveaux chercheurs sont engagés en 1969: Jean-Claude Kanfmann et Monique Laigneau. Depuis cette période, l'équipe a obtenu divers autres contrats et a engagé d'autres chercheurs. En 1973, l'équipe est forcée de se détacher de l'Office Social et Culturel et se constitue en association indépendante légalement: l'Association Rennaise d'Etudes Sociologiques (l'ARES).

2- Evolution de la problématique

Tout en étant bien ancrée dans la réalité urbaine régionale, l'équipe a su éviter les pièges du "localisme" en se rattachant à une problématique générale des phénomènes urbains.

Ainsi, l'objet d'étude de l'équipe est lié aux rapports entre les mouvements de l'industrialisation de l'urbanisation et du changement social. Dans sa progression, l'équipe de recherche a intégré successivement plusieurs plans d'analyse.

Les premières approches étaient centrées sur l'institutionnalisation de certains secteurs ou de certaines pratiques sociales et culturelles (exercice de la profession de travailleur social et d'animateur, formation d'un dispositif d'équipements collectifs, rapport entre monde associatif et collectivités locales). Il ne s'agissait, en fait, que de phénomènes induits par le processus d'urbanisation massive des années 1960 et qui se manifestait essentiellement dans l'éclosion rapide des grands ensembles.

Les approches suivantes ont donc essentiellement porté sur l'étude de ces relations, en mettant l'accent sur l'étude du processus d'urbanisation et de l'évolution des couches sociales impliquées dans ces bouleversements. Il en est résulté une analyse de la restructuration de la vie sociale et culturelle, telle qu'on pouvait en saisir la traduction dans la lutte politique (évolution du pouvoir local, formation des mouvements sociaux).

Dans un dernier temps, l'équipe a cherché à fonder l'appréhension et l'explication des changements sociaux dans l'étude de l'évolution du système de propriété, de division sociale du travail et de reproduction de la force de travail, évolutions en profondeur constitutives à la fois des mutations observées dans l'appareil de production et la ville et des changements dans les conditions et pratiques sociales et culturelles.

3- Problèmes actuels de l'équipe et projets de restructuration

La naissance et le développement de l'ARES sont liés essentiellement aux commandites obtenues auprès des pouvoirs publics. D'où un certain nombre de problèmes qu'on connaît bien dans les centres de recherche du Québec: dispersion des énergies, manque de temps et de ressources pour la recherche théorique, préoccupations de survie du groupe, etc.

Pour assurer la survie de l'équipe durant certaines périodes difficiles, deux chercheurs ont dû assumer des tâches d'enseignement à l'Université de Haute-Bretagne, afin de combler le manque à gagner des autres membres du groupe.

La solution à la survie de l'équipe prend actuellement la forme d'un projet d'intégration à l'Université de Haute-Bretagne par la constitution d'un laboratoire universitaire. Cette question est présentement à l'étude par les autorités de l'université. L'équipe a également demandé son intégration au C.N.R.S.

Dans l'hypothèse où ces démarches aboutiraient, l'U.E.R. "Sciences et techniques" deviendrait un pôle de recherche en développement urbain et régional. Il convient ici de souligner un projet de maîtrise en sociologie urbaine et régionale qui serait mise sur pied en collaboration avec l'Université de Nanterre.

C'est dans ce contexte général que l'ARES souhaite établir des contacts avec d'autres équipes de recherche, particulièrement dans le Tiers-Monde et au Québec. Cette collaboration devrait tenir compte de deux niveaux de préoccupations: un niveau opérationnel lié à la recherche de solutions et un niveau fondamental lié à l'analyse des types de développement.

4- Un projet de recherche sur le travail social

On connaît l'importance de l'animation socio-culturelle en France. Ce phénomène est lié principalement au mouvement d'urbanisation rapide qu'a connu la France à partir des années 1950 et qui a rendu inadéquates les structures des associations traditionnelles. C'est ainsi que de nouveaux mouvements sont nés autour des centres de jeunesse et des centres culturels.

Ces nouveaux mouvements consacraient l'alliance entre la petite-bourgeoisie et les animateurs socio-culturels dans le but de faciliter l'encadrement des quartiers.

Au départ, l'accent était mis sur le développement personnel; puis certains animateurs ont pris conscience de la dimension sociale de leur travail à travers des phénomènes tels que la délinquance. Un nouveau courant s'est donc fait jour au sein des travailleurs sociaux et des animateurs: la dimension sociale a pris le pas sur la dimension purement professionnelle.

C'est autour de ces problèmes que l'ARES amorce actuellement une recherche sur le travail social. Dans une perspective sociologique, on considère que le travail social assume un rôle de reproduction du système capitaliste, rôle jadis assumé par la famille.

Les sociologues de l'ARES s'intéressent donc au projet de recherche du GRIDEQ sur l'animation sociale au Québec amorcé cet été et souhaitent établir avec l'Université de Rimouski, des échanges à ce niveau. Les deux équipes ont convenu d'échanger leurs fiches bibliographiques dans un premier temps. Il serait souhaitable d'envisager un stage de recherche à Rennes et à Rimouski pour les sociologues des deux universités.

5- Liste de quelques recherches déjà réalisées par l'ARES

Sauvage, A. Les Comités de Quartier. 1968. 58 p.

Perron, R. et al. L'exercice de la profession d'animateur dans les associations et les équipements sociaux et socio-culturels. 1970. 100 p.

Sauvage, A. La ville: monopolisation ou collectivisation. Thèse de 3e cycle, Université de Rennes, 1970. 286 p.

- Huet, A. et al. Rôle et portée économiques, politiques et idéologiques de la participation à l'aménagement urbain. Rennes, Office Social et Culturel, 1973. 270 p.
- Huet, A. Rapports de classe et politique socio-culturelle. Le problème culturel dans une métropole régionale: Rennes. Thèse de 3e cycle, Université de Nanterre, 1973. 490 p.
- Loigneau, M. et al. Etude sur les centres sociaux. Rennes, Caisse d'Allocations Familiales, 1975. 200 p.
- En collaboration. Changement social et ville moyenne. 1976.
Le cas de Fougères et de Lannion.
Sur les conditions de l'émergence des idées liées au changement social.
- Ibid. La spécificité de l'offre et de la demande de biens et services culturels. 1976.
- Ibid. La mobilité résidentielle. 1976-77.

12- La foire de Rennes, lundi le 25 avril

Sur l'invitation de M. Phliponneau, géographe à l'Université de Haute Bretagne et premier adjoint au maire de Rennes, nous nous rendons à la foire annuelle.

Après une visite des principaux exhibits de la foire reliés pour la plupart à l'activité agricole de la Bretagne, nous nous attardons au Kiosque de la ville de Rennes, où est présentée à la population urbaine et régionale la problématique de développement et d'aménagement de l'agglomération rennaise.

Dans un premier temps, M. Phliponneau nous présente le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (S.A.D.U.) de l'agglomération de Rennes, puis à l'aide de cartes nous explique le rôle que doit jouer le plan d'occupation des sols à l'échelle communale (P.O.S.).

Dans un deuxième temps, nous abordons le phénomène des grands ensembles (Z.U.P.) si caractéristique de l'urbanisation en France depuis les années soixante. Sensibilisé au problème de la déshumanisation des Z.U.P. (Zones à urbaniser en priorité), M. Phliponneau croit régler le problème pour l'avenir en optant pour la formule pavillonnaire pourtant tant décriée en Amérique du Nord.

Puis l'on nous fait un topo sur une enquête que mène la ville de Rennes auprès de sa population sur le site même de la foire. Cette enquête nous a paru suffisamment pertinente par les questions qu'elle pose et celles qu'elle soulève pour que nous jugions utile de la publier en annexe I.

De cette rencontre avec M. Phliponneau nous relevons quelques idées maîtresses:

- 1) la participation des géographes à l'aménagement du territoire urbain semble acquise sinon déterminante

- 2) les S.D.A.U. (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) qui sont proches parents des communautés urbaines telles que mises en place à Montréal, Québec et Hull, chapeautent la plupart des agglomérations françaises recoupant plusieurs communes, mais ne sont pas imposés
- 3) toutes les communes de France (près de 36,000) en vertu des nouvelles règlementations doivent se doter d'un plan d'occupation des sols (P.O.S.)
- 4) les zones d'habitats anciens tels les centres-villes des agglomérations françaises sont maintenant considérées comme faisant partie intégrante du patrimoine historique et architectural de la France. Rennes en fait foi puisqu'elle a inscrit cette préoccupation dans son plan d'occupation des sols et qu'elle applique avec beaucoup de rigueur et de constance une politique de rénovation et de préservation de son centre-ville
- 5) pour orienter leur développement et répondre à leurs besoins, les administrations urbaines ont le pouvoir de constituer des banques de terrains, d'aménager des zones à urbaniser en priorité (Z.U.P.) et de prévoir des zones à aménagement différé (Z.A.D.). Elles peuvent ainsi infléchir leur avenir en prenant des décisions susceptibles de marquer profondément le paysage urbain et de créer de nouveaux cadres de vie pour les générations futures (1).

(1) M. Phliponneau, Changer la vie, changer la ville, Rennes, 1973.

13- Université de Pau,
M. Gilbert Dalla Rosa
Département de géographie
B.P. 304
64016 Pau
Tél.: 59-02.81.75

1- Contexte régional:

Le Béarn est une région de villes moyennes. Pau, Tarbes et Bayonne oscillent chacune autour de 100,000 habitants et se partagent un milieu rural excentré par rapport à Paris où les problèmes de marginalisation se font sentir non seulement dans les zones de piémont mais également en plaine (Gers).

L'exode rurale, les difficultés de la modernisation agricole, le développement touristique, la faiblesse du secteur industriel lié pour une bonne part au complexe de Lacq (gaz) composent les traits essentiels de la région béarnaise.

2- Composition de l'université

a) L'Université de Pau (5,000 étudiants inscrits) existe depuis 1968. Elle fut de 1945 jusqu'à cette date un centre d'études universitaires rattaché à Bordeaux.

b) Les facultés suivantes assurent une formation complète de premier, deuxième et troisième cycles:

- Lettres et sciences humaines

- langues (français, anglais, espagnol)

- musique

- histoire

- géographie

Un troisième cycle interdisciplinaire est assuré qui regroupe l'histoire, la géographie, l'écologie et la préhistoire.

Il porte exclusivement sur les pays de l'Adour (1).

(1) Cours d'eau prenant sa source dans les Pyrénées et se jetant dans l'Atlantique à la hauteur de Bayonne.

- Sciences (mathématiques, physique, chimie)
- Droit et sciences économiques

c) La recherche universitaire est regroupée à l'intérieur de l'Institut universitaire de recherche scientifique (l'IURS). Cet organisme de recherche de l'Université comprend 4 unités le plus souvent unidisciplinaires:

- 1- chimie
- 2- physique
- 3- mathématique
- 4- département d'études régionales (D.E.R.)

d) L'éducation permanente n'est pas absente de l'université. Cependant les conditions sont difficiles dans la mesure où l'Etat n'oblige pas ses fonctionnaires à la formation permanente et ne prévoit pas de budget à cet effet. Du côté de l'industrie la situation est différente car les entreprises doivent réserver 1% de la masse salariale totale pour la formation permanente de leurs employés. Or il n'y a pas de contrôle du marché de l'éducation permanente en France si bien que l'Université doit concurrencer directement les entreprises privées de formation permanente.

- C'est dans ce contexte que l'Université de Pau a créé il y a cinq ans le "Centre de formation permanente et de promotion du milieu rural". Unique en France, ce centre dispense aux agriculteurs originaires de la région béarnaise une formation en comptabilité et en gestion de même qu'un complément de culture générale en faisant appel aux disciplines suivantes:

- cours de langues et d'expression orale.
- initiation à la météorologie et à la pédologie
- lecture de cartes
- cours sur les modes d'organisation de l'espace
- introduction à l'écologie etc.

Le centre accueille des agriculteurs ayant au moins trois ans d'expérience mais reçoit tout aussi bien des femmes d'exploitants que des employés de coopératives agricoles.

Généralement le stage dure 4 mois soit du 8 novembre au 15 mars de chaque année universitaire.

L'Etat encourage l'expérience de deux manières, d'abord en soutenant financièrement les stagiaires (\$80.00/semaine) puis en pratiquant avec la direction de l'Université un système de convention en vertu duquel la contribution du Ministère de l'Agriculture est directement conditionnée par les sommes d'argent qu'engagent dans l'affaire les organisations professionnelles agricoles, les collectivités locales et les banques de crédit.

Le Centre de formation du milieu rural marque la volonté de l'Université de s'insérer dans son milieu régional. Vu le succès de l'entreprise, on songe maintenant à créer un diplôme d'études universitaires rurales de premier cycle qui s'échelonnerait sur trois ans (2 jours de présence à l'Université par semaine) et associerait la géographie, l'économie, la comptabilité, etc. en vue d'une meilleure compréhension des problèmes qui confrontent le milieu rural.

- Toujours dans le domaine de la formation permanente, l'Université organise depuis 2 ans des stages de formation d'une semaine destinés aux agents de vacances-familles. Les sujets traités vont d'une présentation générale du phénomène touristique à une analyse critique de l'image touristique de la région véhiculée par la publicité en passant par l'expression orale, la dynamique de groupe etc.

Le stage ne donne lieu à aucun diplôme.

- e) Le département de géographie regroupe 7 enseignants, une secrétaire, un documentaliste et une dessinatrice. Ces deux derniers sont à la fois au service des géographes et des historiens.

Les formations de premier et de deuxième cycles durent deux ans chacune. Le troisième cycle est interdisciplinaire.

D'une façon générale la recherche faite par les géographes humains est liée à l'enseignement et est faite dans le cadre de la thèse du doctorat d'Etat.

M. Chadeau s'intéresse au développement touristique, à l'aménagement du littoral et aux problèmes du milieu rural.

M. Dalla Rosa pour sa part étudie les processus de développement et d'aménagement de la montagne et participe à une recherche subventionnée par le CNRS et dirigée par les géographes de Toulouse sur le monde rural défavorisé des Pyrénées.

- f) Le département d'études régionales (D.E.R.)

En l'absence du directeur du département M. Delfaud, c'est M. Xavier Piaule, le directeur-adjoint qui nous reçoit. Pour bien situer nos collègues du GRIDEQ, nous rappelons que le DER est l'une des 4 unités de recherche rattachées à l'Institut universitaire de recherche scientifique (l'IURS).

Le D.E.R. proprement dit regroupe 5 laboratoires et intéresse 33 membres universitaires se répartissant comme suit:

- 1) laboratoire de géologie, unidisciplinaire,
5 professeurs-chercheurs

- 2) laboratoire d'histoire, unidisciplinaire,
12 professeurs-chercheurs
- 3) laboratoire de géographie, unidisciplinaire,
7 professeurs-chercheurs
- 4) laboratoire d'études du milieu montagnard, multi-
disciplinaire, responsable: M. Gilbert Dalla Rosa,
géographe
- 5) laboratoire de recherches industrielles et urbaines,
multidisciplinaire, 1 professeur-chercheur et
10 contractuels. Responsable: M. Piaule, géographe.

- Il n'est pas sans intérêt de noter qu'en France comme ailleurs la recherche en collaboration faite dans une perspective interdisciplinaire est fortement encouragée. Ainsi la CNRS vient d'initier un groupe de recherche en commun (GRECO) visant à faire travailler ensemble, sur des problèmes de développement régional, des chercheurs en sciences humaines de plusieurs universités.

L'expérience doit démarrer en juin et impliquer 2 laboratoires du D.E.R.

- Dans un autre domaine, le CNRS en collaboration avec les Universités s'apprête à structurer à l'échelle nationale des "Actions thématiques programmées de changement social" ayant pour objectif l'identification des facteurs générateurs de changements démographiques, sociaux et économiques qui serviront ultérieurement à mettre au point une méthodologie d'observation du changement au niveau national.

Le CNRS se propose de créer à travers la France 5 ou 6 A.T.P. de changement social dont une à Bordeaux et une autre à Toulouse. L'expérience qui va consister à créer des postes d'observation en des lieux critiques du territoire (banlieues pavillonnaires, quartiers près du centre-ville, zones industrielles, stations balnéaires, villages montagnards, etc.) va durer 5 ans.

A Pau, les professeurs-chercheurs du D.E.R. vont travailler en étroite association avec Toulouse et investiguer une petite ville industrielle du Béarn (Moléon).

En collaboration avec l'université de Bordeaux, ils observeront l'évolution d'un village montagnard-type.

Au total, l'équipe de Pau sera composée de 8 chercheurs qui seront, en fait, des coordonnateurs de la recherche puisque l'on se propose de lancer des thèses de troisième cycle dans les 2 champs d'investigation identifiés plus haut.

- Mais revenons au laboratoire de recherches industrielles et urbaines. Nous avons déjà dit que ce laboratoire était rattaché au D.E.R. et qu'il regroupait un professeur-chercheur et 10 contractuels.

Pour des raisons historiques, tous les contractuels du D.E.R. oeuvrent au sein de ce laboratoire. Cela crée entre les 5 unités de recherche du département un déséquilibre au niveau des effectifs et des réalisations qui est tout à l'avantage du laboratoire de recherches urbaines mais qui le rend, en revanche, sensible à la conjoncture (présentement l'Etat crée des obstacles) et le met à la remorque d'un certain type de recherche orientée.

Les travaux sont faits dans une perspective interdisciplinaire. Géographes et sociologues (3) composent l'essentiel des effectifs de l'équipe.

Les champs d'investigation du laboratoire se répartissent comme suit:

- 1) la ville: population (répartition, mobilité, processus de ségrégation)
géographie du vécu
 - pratique du quartier
 - pratique du centre-ville (appropriation du centre en fonction des classes sociales)

 - 2) le commerce: facteurs de localisation
impact de la mobilité sur les pratiques sociales
problèmes que pose l'affinage du centre
 - satellisation et spécialisation des activités

 - 3) l'emploi: mobilité
travail des femmes
formation permanente et emploi (lieu et bilan)
population immigrée
- Au laboratoire d'histoire, M. Michel Papi s'intéresse à l'histoire régionale et développe trois principaux thèmes couvrant la période qui va du milieu du XIXe s. à aujourd'hui. Ces thèmes intéressent:
- a) la démographie et plus particulièrement l'évolution des structures familiales
 - b) les structures socio-professionnelles de la population active
 - c) et l'évolution de la vie quotidienne régionale.

Quant aux autres orientations du laboratoire, elles concernent les périodes et les thèmes suivants:

- a) la fin de la période médiévale et le début de la période moderne,
- b) la noblesse gasconne: l'évolution des structures de pouvoir (XVIIe, XVIIIe s.),
- c) l'analyse des mentalités et des images de la ville; les répercussions à Pau de la fin du XIXe s. et du début du XXe s. sur les mentalités et le foncier (types d'occupation des sols).

Trois thèses de troisième cycle portant sur ces phénomènes de survivance au niveau des pouvoirs et des mentalités sont actuellement en cours.

Chaque année, les historiens organisent des rencontres et publient leurs communications.

- Au niveau des projets, il faut signaler le programme initié par les économistes dans une perspective interdisciplinaire qui va porter sur le changement social et la marginalisation économique des villes moyennes (Pau, Tarbes, Bayonne) en régions périphériques.
- Il faut souligner aussi cet autre projet en voie d'élaboration par une équipe interdisciplinaire (1) en collaboration avec l'Institut national de l'audio-visuel dans le cadre de l'Action thématique programmée de Moléon où l'on se propose d'enregistrer l'histoire orale et la mémoire collective d'une communauté en pleine

(1) Un géographe (M. Dalla Rosa), un économiste, un sociologue.

mutation socio-économico-culturelle. La première bénéficiaire de cette expérience serait la communauté elle-même à qui l'on restituerait après enregistrement les principaux éléments de sa tradition orale.

- Les sociologues pour leur part, toujours en collaboration avec l'Institut national de l'audio-visuel veulent tenter une expérience de conscientisation en milieu urbain. Le projet consisterait à étudier l'impact que pourrait produire la libération d'informations et à analyser les problèmes de pouvoir qui pourraient en résulter. On songe ici aux réactions que pourrait provoquer la restitution des résultats de la recherche aux objets d'étude!

3- Identification des principales préoccupations du GRIDEQ

a) Définition d'une problématique de développement régional et rural

- la notion centre-périphérie: analyse des flux
- le concept de disparité et d'inégalité de développement
- nouveaux types de développement industriel
- les PME (petites et moyennes entreprises)
- la coopération
- tourisme et loisir
- mass-média et télévision communautaire
- les relations villes-campagne

b) Aménagement du territoire et environnement

- problèmes d'utilisation du sol en zone littorale
- le zonage en milieu agricole
- aménagement des structures urbaines: problèmes d'urbanisme

c) La population régionale: aspects démographiques, sociaux et politiques

- évolution de la démographie régionale
- problèmes de dispersion
- analyse de la mobilité
- histoires de vie
- animation sociale
- histoire économique-sociale des collectivités municipales
- étude psycho-sociale de la relocalisation

4- Identification des préoccupations communes aux deux universités

a) Objectifs généraux

- analyse des situations de marginalité
 - variations d'échelle pour l'appréhension des différents niveaux de la marginalité
- définition d'une problématique du développement des régions périphériques
 - nouvelle approche des problèmes théoriques et définition de nouveaux modèles
 - rupture avec l'approche traditionnelle basée sur la dualité: centre-périphérie
 - comparer les régions entre elles de manière à faire apparaître les analogies dans les processus d'évolution
 - définir la région par ses potentialités et non ses faiblesses
- recherche de solutions spécifiques aux régions périphériques

b) Objectifs spécifiques

- Etude du milieu rural: Urbanisation des campagnes et conséquences sur l'espace rural
Conséquence de la déprise rurale sur l'environnement

Culture rurale et culture urbaine, histoires de vie

Comparaison de types d'exploitations agricoles, de leur mode de gestion, du commandement extérieur qu'elles subissent.

- Etude du rôle des villes dans les régions périphériques:

Les processus d'urbanisation et la consommation d'espace

Les réseaux urbains, leur rôle dans les campagnes (notions de flux).

- Etude du tourisme et des loisirs:

Etude des clientèles, des aménagements touristiques et leurs incidences économiques

Les images touristiques et le produit touristique (analyse de contenu)

Les parcs nationaux et régionaux et les phénomènes d'isolats.

- Etude des stratégies de développement:

Les processus de la décision administrative

L'animation sociale et le développement

Le rôle des mass-média dans le développement.

5- Propositions de collaboration

a) Entre le GRIDEQ et le Département d'études régionales (Pau)

- Echange de littérature, de documentation, de travaux non publiés

- Echange de textes, d'articles, de papiers développant des expériences, des résultats de recherche, des problématiques, etc.

- Séjour au D.E.R. de chercheurs de l'UQAR (professeurs, étudiants):

- des bourses sont accordées par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) au D.E.R. pour l'accueil de chercheurs étrangers

- les accords franco-qubécois sont une autre source de financement.

- Organisation d'un colloque fin 78 début 79 portant sur un thème à déterminer conjointement
- Puis répétition de l'expérience tous les 18 mois, l'objectif visé étant de réfléchir sur des thèmes communs et éventuellement d'orienter la recherche dans la mesure où il y aura collaboration entre les deux équipes.

b) Entre le GRIDEQ et le département de géographie de Pau

- Elaboration d'un projet de recherche en collaboration
Voir le projet de M. Dalla Rosa.
Annexe II.

c) Les intérêts d'une collaboration avec Pau

Les facteurs qui favorisent une telle collaboration sont nombreux. Contentons-nous pour l'instant d'en énumérer les principaux:

- Le caractère excentrique des régions de Pau et de Rimouski par rapport à Paris et à Montréal respectivement.
- Jusqu'à un certain point similarité des problèmes confrontant les deux régions
 - désintégration du monde rural
 - saignée démographique
 - absence d'industries autres que primaires
 - tertiarisation de l'économie régionale
 - problèmes liés au type de développement touristique pratiqué
 - difficulté d'aménagement de la zone littorale
- La taille semblable des deux universités. Cinq mille étudiants inscrits à Pau, trois mille à l'UQAR.

- L'existence à Pau d'une formation de 2e cycle et la création probable à Rimouski dans un avenir rapproché d'une maîtrise interdisciplinaire en développement régional.
- La jeunesse des professeurs-chercheurs tant à Pau qu'à Rimouski.
- Et la volonté d'insertion régionale des Universités de Pau et de Rimouski. Les expériences que constitue la mise en place du Certificat de 2e cycle en développement régional à Rimouski et la création du Centre de formation et de promotion du milieu rural à Pau en constituent une démonstration manifeste.

14- M. De Réparaz, géographie rurale, lundi le 2 mai
 Université d'Aix-Marseille

A notre demande, M. De Réparaz fait un tour d'horizon rapide des problèmes de développement dans la région Provence - Côte d'Azur.

Le premier thème qu'il aborde est celui du monde rural. Tour à tour il est question

- a) de surproduction agricole
- b) du problème des coûts liés à la rareté de la main-d'oeuvre, des engrais, de l'eau d'aspersion (irrigation), etc.
- c) des disparités intra-régionales engendrées par l'inégale modernisation des exploitations agricoles
- d) de la faiblesse des associations coopératives françaises incapables de résister à la concurrence que leur livre la coopération italienne sur les grands marchés nationaux et internationaux.

Le deuxième thème qui est évoqué au cours de la discussion se rapporte à la désertification de la montagne. Il s'agit ici en l'occurrence des Alpes du Sud. Notre interlocuteur insiste sur la faible densité des régions de montagne ($4h/km^2$), nettement en deça du seuil critique ($10h/km^2$) où la viabilité des équipements communautaires n'est plus assurée. Puis parallèlement à cette désertification, il oppose la colonisation de résidences secondaires qu'il rend responsable du "mitage" du tissu foncier agricole et des conflits de plus en plus nombreux au sein de la gestion communale entre d'une

part les nouveaux agriculteurs qui réclament la protection du territoire agricole et d'autre part les artisans, les commerçants et les vieux agriculteurs qui voient d'un bon oeil l'apport de cette nouvelle clientèle d'origine urbaine les uns pour les profits qu'elle peut générer, les autres pour la rente que procure le lotissement des terres agricoles.

Puis il est question du complexe industrialo-portuaire de Fos-Etang de Berre et des espoirs très grands qu'il avait suscités lors de sa conception et de sa réalisation. Le verdict est sévère; Fos est en région Provence - Côte d'Azur un corps étranger. Les emplois qu'il a générés ont été importés d'ailleurs parce que plus qualifiés. Fos n'est pas un pôle de croissance pour sa région et s'inscrit dans une stratégie nationale, non régionale.

Enfin, M. De Réparaz nous dit quelques mots des français-algériens immigrés en Provence - Côte d'Azur depuis 1962 et montre qu'ils ont été un élément dynamisant pour la région dans la mesure où ils ont apporté avec eux des techniques, parfois des capitaux mais le plus souvent un esprit d'entreprise très affirmé.

IV

BILAN DE LA MISSION
ET
PERSPECTIVES

IV- BILAN ET PERSPECTIVES

Notre mission d'exploration en France est riche d'enseignement à plus d'un titre. En tout premier lieu, elle nous a permis de mieux connaître certaines composantes socio-économiques de deux régions françaises: la Bretagne et le Bearn. Cette prise de contact a suscité des comparaisons avec l'Est du Québec en tant que région rurale et périphérique. De part et d'autre, la population régionale ne semble pas posséder la maîtrise de son propre développement et demeure tributaire de décisions prises dans les grands centres urbains, tant au niveau du pouvoir politique que de l'entreprise privée. Naturellement, un certain nombre de différences sautent aux yeux: la densité de population est nettement supérieure dans les deux régions françaises visitées, comparée à l'Est du Québec. D'où l'importance plus considérable de la structure urbaine régionale. De plus, les politiques françaises de planification et d'aménagement du territoire ont tout de même réussi à favoriser l'implantation d'industries secondaires en Bretagne, notamment, ce qui n'est pas le cas de l'Est du Québec...

On pourrait ainsi multiplier les points de convergence et de divergence. Mais de ce bilan, c'est la vertu heuristique de ces comparaisons, voire même de ces différences, qu'il faut souligner. Dans la mesure, en effet, où les études régionales veulent sortir de l'analyse monographique et du "localisme", il importe d'établir une démarche scientifique basée sur la comparaison. Dès lors, les différences elles-mêmes apparaissent comme le révélateur d'une situation spécifique considérée au départ comme allant de soi.

Un autre résultat non négligeable de cette mission d'exploration concerne l'identification d'un réseau universitaire régional pouvant constituer un pôle d'échanges valable pour les chercheurs de l'Université du Québec à Rimouski. La découverte des équipes de chercheurs situées dans les universités régionales aurait été très difficile sans une visite sur place. D'autant plus que les universités parisiennes et quelques grands centres universitaires régionaux occupent presque toute la place vu de l'étranger.

Par ailleurs, notre intention de départ de mettre l'accent sur de petites ou moyennes universités s'est avérée justifiée. Dans les grandes institutions que nous avons visitées, le cloisonnement entre les disciplines et entre les centres de recherche était manifeste et la lourdeur de l'appareil universitaire rendait plus difficile une insertion de l'institution dans son milieu social ambiant. Il faut aussi souligner que l'importance quantitative et qualitative des recherches effectuées dans les grandes universités rendait illusoire, tout projet de collaboration bilatéral avec l'UQAR. Tel n'était pas le cas de l'Université de Pau et de l'Université de Haute-Bretagne qu'on peut considérer respectivement comme une petite université et une moyenne université. Dans ces deux cas, notre visite nous a permis de constater une plus grande ouverture à l'interdisciplinarité dans les sciences humaines, une volonté d'insertion dans le milieu régional et un intérêt à amorcer des échanges avec l'UQAR.

Notre mission d'exploration nous aura également permis de nous familiariser davantage avec les mécanismes français de planification et d'aménagement du territoire. L'intérêt, à ce niveau, dépassait la simple connaissance technique. Nos contacts nous ont permis de saisir l'état d'esprit qui prévaut actuellement en France à cet égard. Nous avons senti une désillusion par rapport aux grandes politiques de planification et de développement régional amorcées depuis les années 50 et 60. Tout se passe comme si, on réalisait que le système économique capitaliste actuel et les polarisations d'activités qu'il engendre rendaient quasi-impossible tout effort sérieux de décentralisation industrielle. A cela s'ajoute une grande incertitude quant à l'avenir de la planification et de l'aménagement, compte tenu du flottement politique actuel.

La régionalisation économique est-elle dans une impasse ou sommes-nous plutôt à la fin d'un régime politique ? L'avenir le dira... Chose certaine, on semble avoir abandonné l'idée d'une planification d'ensemble pour se limiter à des actions sectorielles et ad hoc. Un tel état d'esprit n'est pas sans analogies avec la situation qui prévaut présentement au Québec en matière de développement régional.

Durant notre mission d'exploration, nous souhaitions entrer en contact avec trois groupes de personnes: les universitaires, les fonctionnaires et les animateurs de développement. Nous avons rencontré beaucoup d'universitaires et un certain nombre de fonctionnaires, tant à Paris que dans les régions. Malheureusement, nos contacts avec les agents de développement (animateurs sociaux ou culturels, responsables de coopératives ou de comités de citoyens, etc.) ont été quasi-inexistants, faute de temps et faute de connaître les réseaux des "gens du terrain". Nous pensons, par ailleurs, que de tels contacts seraient plus faciles à établir dans le cadre d'un stage d'étude consacré à des questions plus limitées comme, par exemple, la situation de l'animation sociale dans une région française, ou encore les expériences de micro-développement régional. Quoiqu'il en soit, il nous est apparu que le développement communautaire en France prend des formes beaucoup plus structurées qu'au Québec et qu'il n'existe pas de mouvements populaires plus ou moins spontanés comme on en trouve dans l'Est du Québec notamment. Cette hypothèse demeure cependant à vérifier.

En terminant ce bilan, il convient d'ajouter que le choix des endroits visités demeure arbitraire et que nous avons délibérément éliminé de notre mission d'exploration certains centres de recherche en études régionales dont la valeur n'est pas contestée, en particulier à Grenoble et à Strasbourg. Les critères de choix rappelés dans la présentation de ce rapport expliquent cette décision.

* * *

De toutes ces rencontres, il ressort certaines perspectives d'avenir en termes d'échanges entre la France et le Québec.

1- Echange d'information sur les problèmes ruraux et régionaux

Les différentes personnes que nous avons rencontrées constituent à un titre ou un autre, des personnes-ressources avec lesquelles il serait profitable d'échanger de l'information sur les problèmes ruraux et régionaux par le biais de la documentation écrite. A cet égard,

notre voyage en France nous a déjà permis de ramener des publications et des rapports de recherche difficilement accessibles sur le marché. Cet échange pourrait facilement se poursuivre ultérieurement.

2- Stages de recherche en France ou au Québec

Un certain nombre de stages de recherche pourraient être organisés de part et d'autre dans le but de mieux connaître et analyser certains dossiers régionaux ou certaines questions d'intérêt scientifique (ex.: tourisme, loisirs, animation sociale, milieu rural, pouvoir régional, entrepreneurship, coopération, etc.).

Dans un premier temps, ces stages seraient destinés du côté québécois, aux professeurs de l'UQAR et aux étudiants ayant terminé leur premier cycle.

Ces stages pourraient également s'adresser aux fonctionnaires de la région, ainsi qu'aux agents de développement économique, social et culturel (C.R.D., Conseils spécialisés, Mouvements populaires, etc.) si l'intérêt se manifeste.

3- Activités d'enseignement

A moyen terme, on pourrait aussi songer à des échanges de professeurs et de conférenciers sur de courtes périodes (maximum un trimestre).

4- Activités de recherche comparée ou intégrée

Suite à l'identification d'un certain nombre de points communs avec des universitaires français, il nous apparaît possible de coordonner des recherches analogues mises sur pied de part et d'autre et d'échanger nos résultats de recherche au moyen de documents écrits et de séminaires en commun.

A plus long terme, si la chose apparaît souhaitable et réalisable, une véritable recherche intégrée pourrait être entreprise.

* * *

Pour amorcer des échanges bilatéraux deux institutions ont retenu plus particulièrement notre attention: l'Université de Pau et l'Université de Haute-Bretagne.

1- L'Université de Pau:

Le rapport détaillé de nos échanges avec Pau indique plusieurs points d'intérêt commun avec l'UQAR: notamment, une volonté commune d'insertion dans le milieu régional, un intérêt pour les problèmes ruraux, la jeunesse des deux corps professoraux et la taille relativement équivalente en terme d'étudiants. A cela s'ajoute un certain nombre de points communs au niveau des champs de recherche (voir annexe VI).

On doit cependant regretter que l'Université de Pau n'ait pas eu les moyens de développer deux secteurs-clefs pour l'étude des problèmes régionaux: l'économie régionale et la sociologie. Ces lacunes, au niveau de l'enseignement tout au moins, rendent plus difficile un véritable échange interdisciplinaire entre nos deux universités, dans la mesure où l'Université de Pau n'offre en sciences humaines que des programmes en géographie et en histoire (1). Le caractère interdisciplinaire du Département d'Etudes Régionales rétablit néanmoins un certain équilibre au niveau de la recherche commanditée tout au moins.

(1) L'Université du Québec à Rimouski offre un premier cycle de sciences humaines en géographie, en histoire, en sociologie, un certificat en animation et une concentration en économie régionale (devant déboucher d'ici deux ans sur un programme complet). A cela s'ajoute un certificat de 2e cycle en développement régional et un projet de maîtrise interdisciplinaire en développement et aménagement régional.

Il est à espérer que l'Université de Pau puisse élargir le choix de ses programmes d'enseignement en sciences humaines afin de mieux intégrer les aspects multidimensionnels des problèmes ruraux et régionaux.

On trouvera en annexe (annexe VI) le projet détaillé d'une collaboration entre Pau et Rimouski.

2- L'Université de Haute-Bretagne

Comme l'Université de Pau, l'Université de Haute-Bretagne est de fondation récente (1968); université de type "lettres et sciences humaines", elle est née d'une division administrative au sein de l'Université de Rennes. Cette dernière a conservé les facultés de type "sciences pures" et la faculté de droit et sciences économiques.

L'enseignement de l'économie est donc assuré surtout par l'Université de Rennes, quoiqu'il y ait également des cours d'économie à l'Université de Haute-Bretagne, particulièrement à l'U.E.R. de Sciences et techniques.

Bien que le groupe interdisciplinaire que nous ayons rencontré ne forme pas une équipe constituée en laboratoire de recherche, certains d'entre eux ont déjà eu l'occasion de travailler en collaboration.

Cette jeune équipe de professeurs nous a paru dynamique et intéressée à amorcer des échanges sur des problèmes communs. Le potentiel de l'Université de Haute-Bretagne en termes d'études régionales est assez considérable puisqu'il faut ajouter aux ressources d'enseignement rattachées à l'université proprement dite, des institutions indépendantes qui collaborent telles avec l'université; telle l'Association rennaise d'études sociologiques qui

s'intéresse aux problèmes des petites et moyennes villes et le Centre de recherches agronomiques qui s'intéresse à la sociologie et à l'économie rurale (1).

Etant donné les délais très courts dont nous disposons pour présenter un projet commun à l'Office franco-québécois (1er juin 1977 pour les subventions de 1978), il nous a été impossible d'élaborer un projet très structuré avec l'Université de Haute-Bretagne. Dans notre demande à l'Office, l'année 1978 serait consacrée à deux stages de recherche pour les professeurs, de part et d'autre, afin d'approfondir certains dossiers que nous n'avons fait qu'effleurer lors de notre passage à Rennes.

3- L'Université de Rennes I

L'Université de Rennes possède une longue tradition de recherche en économie régionale qui remonte à 1956. Son Centre régional d'études de formation économiques a publié de nombreuses études consacrées aux problèmes régionaux vus dans une perspective économique et juridique. Un grand nombre de ces publications étant disponibles, il nous semble intéressant de les acquérir d'autant plus qu'elles sont susceptibles de nous inspirer dans nos recherches.

Néanmoins, étant donné le caractère encore embryonnaire de l'enseignement de l'économie régionale à l'UQAR, des échanges structurés avec l'Université de Rennes nous semblent prématurés. On pourrait cependant envisager un échange d'informations dans un premier temps et une prise de contacts, à l'occasion de stages de recherche à l'Université de Haute-Bretagne.

Il convient par ailleurs de considérer le caractère limité des ressources humaines de l'UQAR, d'où la nécessité d'éviter la dispersion.

(1) Il est à noter que ce centre collabore aussi avec l'Université de Rennes au niveau de projets de recherche. (Voir Annexe III).

ANNEXES

- I- Enquête menée par le service d'urbanisme de la ville de Rennes auprès de la population.
- II- ATP - CNRS: Observation du changement social et culturel.
- III- Station d'Economie et de Sociologie Rurales.
- IV- Bibliographie
- V- Projet soumis par le GRIDEQ à l'Office franco-québécois.
- VI- Projet soumis par l'Université de Pau à l'Office franco-québécois.

ANNEXE II

ATP* - CNRS: OBSERVATION DU CHANGEMENT SOCIAL ET CULTUREL

Programme de travail du Sous-ensemble "Grand Ouest"

I- L'équipe de recherche

Responsable: M. Henri KRIER, Professeur à l'Université de Rennes I (Sciences Economiques), Directeur du CREFE (Centre Régional d'Etudes et de Formation Economiques).

Membres de l'équipe:

- M. LE DUFF, Professeur à l'Université de Caen, Directeur de l'Institut d'Administration des Entreprises (recherches sur les équipements publics).
- M. DUPUIS, Maître Assistant à l'Université de Caen, responsable du Bureau d'Etudes Régionales.
- M. PASQUIER, Professeur à l'Université du Mans, Institut de Recherches Economiques et Juridiques.
- MM. CEPPE et LEBOSSE, Maîtres Assistants (Sciences Economiques) Laboratoire d'Etudes et de programmation de l'économie des Pays de la Loire (Université de Nantes).
- M. QUENIART, Docteur d'Etat (Histoire) Maître Assistant à l'Université de Haute-Bretagne (Rennes II).
- M. Yves FREVILLE, Professeur à l'Université de Rennes, Responsable de l'Equipe de Recherche Associée du CNRS n° 73 ("Economie des régions, des villes et des collectivités publiques").
- M. G. BROWN, Professeur à l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Rennes, Directeur de la Station d'Economie et de Sociologie Rurales de l'INRA (Rennes).
- M. MENY, Maître de Conférences à l'Université de Rennes I (Sciences Juridiques), responsable du Centre de Recherches administratives et politiques.
- M. H. COSNARD, Professeur à l'Université de Rennes I (Sciences Juridiques), Directeur du Centre d'étude d'Informatique judiciaire.

* A.T.P.: Action thématique programmée. Ce projet vient d'être soumis au CNRS.

II- Objet de la recherche

Le Comité de programme de l'ATP, au cours de sa réunion du 9 janvier 1977, a proposé de décomposer le travail entre trois sous-ensembles régionaux (Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire) et un sous-ensemble "Grand Ouest".

Ce sous-ensemble "Grand Ouest", au sein duquel les économistes et les historiens joueront le rôle principal, a pour objet d'élaborer la toile de fond des grandes transformations socio-économiques qui se sont produites dans l'Ouest au cours des vingt-cinq dernières années. A ce titre, quatre grands thèmes seront privilégiés, par rapport auxquels les principales causes de changement social depuis 25 ans peuvent être repérées:

- 1- L'étude des changements dus aux initiatives locales dans les diverses activités (agriculture, industrie, services);
- 2- L'étude des implantations et du rôle dans l'Ouest des entreprises nationales et multinationales (incidences des "décentralisations");
- 3- L'étude de l'implantation et du rôle des services et des administrations de l'Etat;
- 4- L'étude des mutations des activités liées à la mer.

Un cinquième thème remontera beaucoup plus loin dans le passé; il concerne une composante essentielle de l'évolution sociale qui a joué un rôle particulièrement important dans l'Ouest, il porte sur:

- 5- L'étude du développement historique de la scolarisation et de ses résultats.
- 6- Le changement social à travers l'évolution du contentieux.

Enfin, un éclairage particulier sera donné à l'analyse des changements sociaux dans le Grand Ouest par l'interprétation de certains arrêts des Cours d'appel des régions de l'Ouest, ce travail étant facilité maintenant par l'exploitation informatique. Les arrêts analysés concernent la famille (le divorce en particulier), les problèmes ruraux, la qualité de la vie et les problèmes du travail (licenciements).

Les recherches seront conduites avec le souci de répondre aux questions des chercheurs des diverses disciplines qui travailleront aux observations directes dans les régions. En particulier, elles devront fournir aux sociologues et ethnologues des sous-ensembles régionaux des informations globales, historiques, démographiques et économiques, en amont et en aval des recherches locales. Les ethnologues et sociologues échangeront avec l'équipe Grand Ouest leurs propres informations en vue de l'interprétation des données.

Un va-et-vient régulier entre les membres de l'équipe Grand Ouest et les équipes régionales devra être assuré: au moment de l'établissement des programmes de travail et à mesure que des résultats seront obtenus et des explications proposées.

Le souci d'éviter une vision trop exclusivement "économique" des évolutions est garanti par la composition même de l'équipe de recherche; celle-ci comprend, à côté des économistes et des historiens, plusieurs membres tournés vers les travaux sociologiques, en sociologie rurale (INRA), en sociologie politique et juridique.

En outre, un Comité de coordination sera organisé.

III- Méthodologie

Pour remplir la mission qui lui est assignée, en relation avec les besoins des chercheurs des sous-ensembles régionaux, une étape préliminaire courte est indispensable, avant d'aborder les recherches précises sur les thèmes indiqués.

- lère étape (5 à 6 mois)

Elaboration d'une sorte de "fresque historique" de l'évolution économique et sociale du Grand Ouest depuis 25 ans: il s'agit de présenter une synthèse des principales transformations observées dans la répartition et la localisation de la population et des activités, dans les structures de production et la qualification des emplois, dans les marchés, dans la propriété du capital et les modes de gestion; en même temps seraient avancées des hypothèses sur les liaisons explicatives et sur les incidences des mutations enregistrées sur les évolutions sociales (interactions des variables économiques et sociales).

Le travail consisterait en une mise en ordre et une interprétation des données statistiques et des informations existantes (rapports administratifs, travaux universitaires). Il est nécessaire de rassembler des données qui sont éparses et discontinues, de constituer des séries homogènes, de les présenter en tableaux, graphiques et cartes, et d'interpréter les évolutions observées.

Le document serait diffusé à l'ensemble des chercheurs des sous-ensembles régionaux.

Le travail serait d'abord fait pour chacune des trois régions concernées (quatre mois); ensuite une synthèse à l'échelle du Grand Ouest serait préparée qui mettrait en lumière les tendances communes et les spécificités repérées dans les trois régions (un à deux mois de travail).

Lors de cette étape, l'observation des changements se fera sans doute à une échelle relativement large: au niveau de la "région" administrative, principalement; mais il sera nécessaire de préciser les différences qui existent à l'intérieur d'une région, et de les repérer: par département, par "pays", si c'est utile et possible, de façon à mieux informer les responsables des lieux d'observation concernés.

- 2ième étape

Ensuite, serait entrepris le travail le plus important et le plus long: les recherches approfondies orientées sur les cinq thèmes retenus.

- 1- Etude des changements d'activité et d'emploi dus aux entreprises locales (agriculture, industrie, tertiaire); en particulier étude "démographique" d'entreprises locales (créations, disparitions, croissance).
- 2- Etude des changements dus à la décentralisation industrielle (petites et grandes entreprises, nationales et multinationales).

Sur ces deux points, seraient spécialement étudiés: les facteurs d'impulsion et freinage, le rôle respectif des pouvoirs locaux et des administrations nationales, les comportements des agents régionaux en réponse aux incitations et aux changements extérieurs.

- 3- Etude des changements dus aux grandes administrations et aux services de l'Etat: effets directs et induits sur l'emploi (exemple du CNET) et de l'industrie électronique en Bretagne), effets des équipements publics sur les politiques des entreprises (rôle des infrastructures sur la localisation et la gestion des entreprises) et sur le bien-être de la population.
- 4- Etude des changements dans les activités liées à la mer: évolution du trafic maritime, de la pêche, du tourisme, des industries (conserves).

L'ensemble de ces recherches viserait spécialement à dégager les conséquences des changements sur l'occupation de l'espace et sur la "qualité de la vie" dans la région, à travers des questions sur:

- l'urbanisation et ses diverses formes
- l'évolution de la consommation et de l'équipement des ménages
- le rôle des consommations collectives
- les problèmes de pollution et de protection de l'environnement.

Deux sortes d'équipes seraient organisées:

- des équipes spécialisées par thème, qui "couvriraient" les trois régions, moyennant éventuellement des relais dans les diverses régions pour la collecte des informations: une équipe de l'I.A.E. de Caen pour les équipements collectifs (transport, santé, éducation), une équipe de Rennes pour les finances locales,...
- des équipes régionales dans chaque "sous-ensemble" régional, qui réaliseraient des études par "coups de sonde" sur les problèmes cités plus haut, en suivant des méthodes communes et en ayant des rencontres assez fréquentes pour mettre au point et coordonner la préparation des travaux, échanger des informations sur les méthodes adoptées et les résultats obtenus. Il y aurait intérêt à ce que certaines des opérations étudiées dans ce cadre se situent dans les zones d'observation des sociologues ou à proximité.

5- Etude historique de la scolarisation et de ses résultats.

On s'efforcera de mesurer l'ampleur, la rapidité et les conséquences socio-économiques et socio-culturelles d'une série de mutations: mutation de l'enseignement secondaire pour tous, mutation de l'audio-visuel (qu'on ne peut plus, actuellement, séparer dans le processus d'acculturation de la scolarisation), étapes de la scolarisation et de l'alphabétisation. La recherche globale pourra s'accompagner de l'étude approfondie d'un certain nombre de sites.

6- Le changement social à travers l'évolution du contentieux.

En liaison avec une équipe de Montpellier (1) qui traitera le même thème dans le cadre de l'ATP "observation du changement social et culturel"

(1) Institut de recherches et d'études pour le Traitement de l'Informatique juridique (Prof. CATALA).

dans le Languedoc, une analyse des décisions des cours d'appel de la région (Rennes, Angers, Caen) fournira des indicateurs précieux sur plusieurs aspects des changements de société:

- a) Evolution des mentalités et de la structure socio-économique de la famille à travers le contentieux du divorce.
- b) Les problèmes du travail et de l'emploi observés à travers les conflits entre salariés et employeurs, et ceux du licenciement individuel depuis la réforme de 1973.
- c) Changements culturels et évolution des mentalités des individus observés sous l'angle de la qualité de la vie à travers divers conflits (pollution, conflits de voisinage, urbanisme,...).

En outre, le Centre d'informatique judiciaire de Rennes détient une documentation intéressante sur d'autres thèmes relatifs au changement social dans l'Ouest, en particulier sur le contentieux rural dans la région (propriétaires - exploitants, remembrement,...).

Les informations existantes remontent à 1972 (pour Rennes); elles seront étendues à partir de 1978 à la Cour d'appel d'Angers, puis à celle de Caen. Elles pourront donc compléter les données recueillies dans les sous-ensembles régionaux.

- 3ième étape

A la fin de la période prévue pour la réalisation de l'ATP, quelques mois devront être employés à un travail de confrontation entre l'équipe du Grand Ouest et celles des points d'observation régionaux, afin que les résultats des travaux faits à diverses échelles territoriales, selon des méthodes et des optiques différentes, soient mis en commun, examinés de façon à faire ressortir les points de convergence et de divergence entre les diverses approches, ainsi que les points d'interrogation qui subsistent.

IV- Comité de coordination

Un comité de coordination animera les liaisons indispensables entre les préoccupations des chercheurs appartenant aux diverses disciplines. Il sera composé de la façon suivante:

P. DENIS, Professeur à l'Université de Haute Bretagne (linguiste)

J. C. KAUFMANN, Association Rennaise d'Etudes Sociologiques
(A.R.E.S.) Rennes.

H. KRIER, Professeur à l'Université de Rennes (Sciences Economiques), responsable du sous-ensemble "Grand Ouest".

F. LEBRUN, Professeur à l'Université de Haute Bretagne (histoire).

J. RENARD, Docteur d'Etat, Directeur du Laboratoire de Géographie Rurale à l'Université de Nantes.

En outre, la participation des équipes d'économistes aux enquêtes régionales assurera une information régulière sur les observations réunies par les chercheurs des autres disciplines.

ANNEXE III

Institut National de la Recherche Agronomique
Station d'Economie et de Sociologie Rurales
65, rue de Saint Briec - 35042 RENNES Cédex
Tél.: (99) 59.29.52

Directeur: Gabriel BROWN

Membres de l'équipe: 4 maîtres de recherche - 6 chargés de recherche
2 assistants de recherche.

Les travaux à dominante économique s'intéressent surtout aux domaines suivants: organisation et marchés des productions animales, évolution des exploitations agricoles, rôle des industries agricoles et alimentaires, disparités régionales, financement. Les problèmes posés par les transformations de l'agriculture bretonne sont plus particulièrement analysés: pénétration de l'industrie laitière et des organismes intégrateurs, spécialisation et différenciation croissantes des exploitations, rapports sociaux internes à l'agriculture ou entre les producteurs et les ensembles agro-alimentaires. L'environnement et l'aménagement de l'espace sont pris en compte à travers les problèmes liés à l'eau et au remembrement.

Les recherches à dominante sociologique portent principalement sur l'exode agricole, l'éducation, la pauvreté et les inégalités sociales, les conditions de travail et de santé, la société rurale et l'Eglise. Les profonds changements survenus depuis une vingtaine d'années en matière d'exode agricole ou d'accès des paysans à l'éducation (depuis le préscolaire jusqu'au supérieur et y compris l'enseignement agricole) ont déjà fait l'objet d'études systématiques tant en Bretagne qu'au niveau de la France.

Les travaux en cours sur la situation sociale des paysans prennent en compte aussi bien le patrimoine que le confort domestique, les conditions de travail, l'accès aux loisirs et à la culture en s'attachant à repérer les mécanismes des inégalités. Etudier les rapports entre les paysans et l'Eglise, c'est analyser le rôle des mouvements d'action catholique (dont sont issus la majorité des responsables professionnels), ainsi que l'évolution des fonctions sociales de la religion sous l'angle de la famille, de l'école, des rapports sociaux.

Publications dans les collections de l'INRA et aux éditions Cujas.

ANNEXE IV

Bibliographie d'ouvrages d'intérêt rural, urbain ou régional glanés au cours de la mission d'explorationI- Le sous-développement

Biron, A. et P.M. Henry. Pour un autre développement. IEDES, Tiers Monde.

Lacoste, Yves. Géographie du sous-développement. 2e édition, Paris, Sedes, 1976.

Santos, Milton. L'espace partagé: les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés. Montréal, Génin.

Gazès, G. et J. Domingo. Les critères du sous-développement: géopolitique du Tiers-Monde. Boréal, 1975.

Aydalet, Philippe. (professeur d'économie spatiale) à l'Université de Paris. Dynamique spatiale et développement inégal. Collection "approfondissement de la connaissance économique", Paris, Economica, 1976.

Caotes, B.E., R.J. Johnston et P.L. Knon. Geography and inequality. Oxford University Press, Ontario, 1977, 296 pp.

Lecaillon, J. et D. Germidis. Inégalité des revenus et développement économique. Coll. "Economie d'aujourd'hui", Paris, P.U.F., 1977 (Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar, Sénégal).

II- Aménagement, planification et développement

Aydalet, P. et E. Decoster. Critique de l'économie urbaine, Temps espace, CETEM, no 11, Paris, Cujas, 1976.

Brian, J. et McLoughlim. Planification urbaine et régionale, Paris, Dunot.

Coing, Henri. Rénovation urbaine et changement social. Paris, Editions Ouvrières, 1966. 295 p.

Dalmaso, Etienne. Le système urbain et les activités tertiaires. Paris, Sedes, 1976, tome III.

De Heath et... Urban crisis in modern america; problems in America Civilization, De Heath and Cie, 1971.

- Dézert, Bernard. Les activités tertiaires: les transports et l'organisation de l'espace, Paris, Sedes, 1976, tome II.
- Fondation Royaumont. Sociologie et urbanisme. Paris, Epi, 1970. 188 p.
- George, François. Etude des rapports entre l'espace aménagé et le vécu. Paris, Unité de Recherche appliquée de l'E.S.A. (254 bd. Raspail, Paris 14e), s.d.
- Huet, Armel et al. Urbanisation capitaliste et pouvoir local. Coll. "Citoyens", Paris, Jean-Pierre Delarge, 1977.
- Institut Français des Sciences administratives. Les aspects administratifs de la régionalisation. Cahier no 10, Paris, Cujas, 1974, 182 - XXXVII p. (Ouvrage très intéressant sur le plan de l'information).
- Ion, Jacques. Production et pratiques sociales de l'espace du logement. Saint-Etienne, CRESAL-ERA. CNRS no 576. Juin 1975. 129 p. (adresse: 6, place de l'Hôtel de Ville, 42000 St-Etienne, France).
- Jobard, Jean-Pierre. Les disparités régionales de croissance; Recherches sur l'économie française. Fondation nationale de sciences politiques, Paris, Armand Colin, 1971.
- Mougeot, Michel. Théorie et politique économiques régionales. Coll. "Approfondissement de la Connaissance économique", Paris, Economica, 1975, 332 p.
- Navarro de Britto, Luiz. Politique et espace régional. Paris, Editions Ophrys, 1973. 93 p.
- Perrin, Jean-Claude. Le développement régional. Coll. SUP, Paris, PUF, 1974, 208 p.
- Philipponneau, Michel. Changer la vie, changer la ville. Rennes, 1973.
- OCDE. Aspects multidisciplinaires du développement régional. Centre de développement de l'organisation de coopération et de développement économiques, Paris, 1969.
- Rochefort, Michel. Les activités tertiaires: leur rôle dans l'organisation de l'espace. Paris, Sedes, 1976, tome I.
- Rochefort, Michel. Economie géographique et aménagement du territoire. 2e tirage, Centre de documentation universitaire, Paris, Sedes.
- Zarca, B. Les personnes âgées et leur cadre de vie à Paris XVIIIe. Paris, Centre de Recherche et de Documentation sur la Consommation (45 bd de la Gare, Paris 13e), 1974. 130 p.

III- La campagne

- "A quoi servent les sociologues ruraux?" no spécial de la revue Economie rurale, no 103 (sept. - oct. 1974).
- Bauer G. et J.M. Roux. La rurbanisation ou la ville éparpillée. Paris, Seuil, 1976.
- Boudeville, J.R. L'univers rural et la planification. Coll. "Bibliothèque d'économie contemporaine", Paris, P.U.F., 1968.
- Chassagne, Marie-Elisabeth. Les politiques foncières et l'aménagement du territoire. Paris, ACEAR, décembre 1973.
- Chassagne, M.E. La question foncière en milieu rural. Paris, ACEAR, janvier 1976.
- Chassagne, M.E. Le contrôle social de l'usage des sols; Evolution et limites en milieu rural: Exemple du système français. Etude réalisée par l'ACEAR pour le compte de l'O.C.D.E., non diffusé, Paris, 1976.
- Coyaud, Louis-Marie. L'urbanisation des campagnes; contribution méthodologique. Centre de recherche d'urbanisme, 4 avenue du Recteur Poincaré, Paris.
- Ferec, Germain. L'aménagement rural dans six pays de la C.E.E. A.C.E.A.R., 33 rue de Chanzy, Paris, 1975.
- "Le rôle des économistes ruraux", no spécial de la revue Economie rurale, no 96, (avril - juin 1973).
- Ledrut, Raymond. L'espace en question. Paris, Anthropos, 1976.
- Lefebvre, Henri. La production de l'espace. Paris, Anthropos.
- Ministère de la qualité de la vie, Ministère de l'agriculture. L'espace, notre patrimoine. Paris, Groupe interdisciplinaire d'évaluation de l'environnement, 1975.
- St-Marc, Philippe. Socialisation de la nature. Paris, Stock, 1971.

IV- Le problème régional en France

- Audouin, Jean. La France culbutée. Coll. "Nuisances", Paris, Editions Alain Moreau, 1977, 226 p.
- Cazes, G. et A. Reynaud. Les mutations récentes de l'économie française: de la naissance à l'aménagement. Paris, Doin Editeurs, 1973. 215 p.

Denis, Michel. "La géographie et les origines des déséquilibres régionaux en France", dans La pensée géographique française contemporaine, Saint-Brieuc, Presses Universitaires de Bretagne, 1971 (?) p. 683-91.

Durrieu, Yves. Régionaliser la France. Paris, Mercure de France, 1969.

Phlipponneau, Michel. La gauche et les régions. Paris, Calman-Lévy, 1967.

Flory, Thiebaut. Le mouvement régionaliste français. Sources et développements. Paris, P.U.F., 1966, 131 p.

"La région, image ou réalité?", no spécial de la revue Economie rurale, no 84 (avril-juin 70).

René Dumont. Nouveaux voyages dans les campagnes françaises. Paris, Seuil.

Richardot, Jean-Pierre. La France en miettes. Paris, Belfond, 1976. 221 p.

V- Problèmes régionaux spécifiques

Actes du colloque de géographie du Tourisme. Tourisme et vie régionale dans les pays méditerranéens, composé et édité par Leandro Pedrini, Colloque organisé par le Centre géographique d'études et de recherches méditerranéennes (CEGERM), Aix-en-Provence, 1975.

Armand, Danielle et Alain Moreau. La neige empoisonnée. Coll. "Nuisances", Paris, Editions Alain Moreau.

DATAR. Etude sur les paysages en déprise dans la région des Vosges. Paris, 1975.

Denis, Michel. "Mouvement breton et fascisme. Signification de l'échec du second EMSAV" (dans les actes d'un colloque consacré à la Bretagne). Référence incomplète. Voir Fernand Harvey.

Eberhart, Jean. "Deux expériences d'animation en Basse-Normandie", Economie rurale, 84 (1974): 49-54.

En collaboration. Géographie de la Bretagne. Rennes, Editions SKOL VREIZ, 1976, 240 p.

Ergan, Louis et Henri Krier. Bretagne de 1975-1985. Paris, Informations et Conjonctures, 1976. 224-LXIV p.

Groupe de recherches bretonnes. L'agriculture en Bretagne; dynamisme ou domination? AR Falz, Nouvelle série no 13-14-15, (avril-juin 1976): 127 p.

Mission régionale de Bretagne. Rapport d'orientation de la Bretagne pour le VIIe Plan. Rennes, 1975. 56 p.

Lagadec, Patrick. "L'étude d'impact: instrument d'évaluation des décisions lourdes", Futuribles, 9 (hiver 1977): 23-54. (Projet d'un super-port à Brest).

Mission régionale de Bretagne. Programme de développement et d'aménagement de la Bretagne pour le VIIe Plan. Rennes, 1976. 88 p.

Phlipponneau, Michel. Debout Bretagne! Saint-Brieuc, Presses Universitaires de Bretagne, 1970. 530 p.

VI- Revue d'intérêt rural ou régional

Annales de l'économie publique, sociale et coopérative. Organe trimestriel du CIRIEC, 45, quai de Rome, 40,000 Liège, Belgique.
Abonnement 500 FB. (62e année, 1974).

Bulletin de conjoncture régionale. Centre régional d'étude et de formation économiques, 9, rue Jean Macé, Rennes. Abonnement 40F. 4 nos/an.
(21e année, 1976).

Economie appliquée. Librairie Droz, 11 rue Massot, 1211 Genève, Suisse.
Abonnement: 96 FS. 4 nos/an. (tome 28, 1975).

Economie rurale. Revue française d'économie et de sociologie rurales.
La Société française d'économie rurale, Route de St-Cyr, 78000 Versailles.
Abonnement étranger: 150F. (1962 +).

Espaces et sociétés. Revue critique internationale de l'aménagement de l'architecture et de l'urbanisation. Editions Anthropos, 12 Avenue du Maine, Paris 15e. Abonnement étranger: 120F. (no 19, décembre 1976).

Etudes rurales. Publié par l'Ecole pratique des Hautes Etudes. Paris, CNRS/Mouton.

International Regional Science Review. Regional Science Association, Department of Regional Science, 3718 Locust Str., University of Pennsylvania, Philadelphia Pa. 19174. Abonnement: \$17.00/an 2 nos. (vol. I, 1975).

Journal of the American Institute of Planners, 1776 Massachusetts Avenue N.W., Washington D.C. 20036. (vol. 42, 1976).

Urban Studies, Longman Group Ltd, Journals Division, 43-45 Annandale Street, Edinburgh, Eh7 4At. Abonnement étranger: \$24.00 (vol. 13, 1976).

ANNEXE V

Projet soumis par le GRIDEQ à l'Office franco-québécois



Gouvernement du Québec
 Ministère des Affaires
 intergouvernementales
 Direction générale de la
 coopération internationale
 Direction des affaires éducatives

D.A.E.	N° du projet			
État de réalisation		A	B	C
Jury		U	E.S.	D.A.E.
Priorité		Oui	Non	

FORMULE DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE COOPÉRATION

PROJET DE COOPÉRATION AVEC LA FRANCE LA BELGIQUE AUTRE _____

Titre: Etude comparée de phénomènes de marginalité dans des ensembles régionaux
en situation périphérique: l'Est du Québec (Québec), les Pays de l'Adour (France)
et la Bretagne (France).
 Durée prévue: _____ Date du début: 1er janvier 1978

NOUVEAU PROJET: PROJET EN COURS (numéro):

INSTITUTIONS CONCERNÉES

Institution québécoise

Nom: Université du Québec à Rimouski
 Adresse: 300 Avenue des Ursulines, Rimouski, Québec
 Nom(s) et fonctions du(des) responsable(s): Fernand Harvey, coordonnateur du
GRIDEQ et directeur du module de sociologie Tél: 724-1636 (ou 1630)

Institution française belge autre _____

Nom: Université de Pau. Département d'études régionales
 Adresse: I.U .R.S. Faculté des Sciences, Avenue Philippon, 64000 Pau
 Nom(s) et fonctions du(des) responsable(s): Gilbert Dalla Rosa
Maître-assistant de géographie

PROBLÉMATIQUE

1) Objectifs spécifiques du projet de coopération

Définir une problématique du développement des régions périphériques:

elle sera précédée par une analyse des situations de marginalité et complétée par la recherche de solutions spécifiques et appropriées à ces milieux.

2) Besoins et intérêts particuliers de la partie québécoise:

La problématique des régions périphériques comparées tiendra compte de quatre dimensions liées à des problèmes québécois:

1- Etude du milieu rural (urbanisation des campagnes, culture rurale, etc.)

Il est à noter que très peu de chercheurs québécois s'intéressent à l'étude du milieu rural.

2- Etude du rôle des villes dans les régions périphériques (réseaux urbains, fonctions urbaines, etc.)

3- Etude du tourisme et du loisir (impact sur le développement régional, etc.)

4- Etude des stratégies de développement (le rôle de l'Etat, de l'animation sociale, des mass-média).

3) Apport spécifique de la partie québécoise

L'UQAR a développé un secteur interdisciplinaire au niveau de l'enseignement et de la recherche en sciences humaines articulé autour de quatre disciplines principales: la géographie, la sociologie, l'histoire, l'économie. Notre université a pour politique de s'insérer dans le milieu socio-économique où elle est implantée.

- 4) Intérêts particuliers et apport spécifique de la partie
française belge autre _____

L'Université de Pau partage avec l'UQAR, une volonté d'insertion sociale
dans le milieu tant au niveau de la recherche que de l'enseignement et la
formation permanente. Les deux régions principales du projet (Pays de
l'Adour et l'Est du Québec) présentent des similitudes structurelles évi-
dentes malgré certaines différences liées notamment à la densité du peu-
plement.

- 5) Ce projet est-il déjà l'objet de concertation avec d'autres établissements?

Outre l'Université de Pau, l'équipe de professeurs de l'UQAR est désireuse
d'établir sur une base analogue, des rapports avec l'Université de Haute-
Bretagne, à Rennes, avec laquelle nous avons déjà établi un premier contact
prometteur en avril 1977. Il y aura des échanges avec cette université
notamment au niveau d'un projet de recherche sur l'animation sociale.

- 6) Liste des subventions individuelles et d'équipes en marge du présent projet:

Origine et année	Sujet	Montant
<u>UQAR - 1977</u>	<u>Stratégies de développe-</u> <u>ment dans l'Est du Québec</u>	<u>\$3,000.00</u>
<u>Action concertée, Min. Ed. 1977</u>	<u>L'Animation sociale au Québec</u>	<u>\$8,000.00</u>
<u>Communication-Québec, 1977</u>	<u>Les entreprises de câblo-</u> <u>distribution au Québec</u>	<u>\$25,000.00</u>
<u>UQAR-1976</u>	<u>Le personnel des mass</u> <u>média dans l'Est du Québec</u>	<u>\$5,000.00</u>

CURRICULUM VITAE DU RESPONSABLE DU PROJET

DIPLOMES UNIVERSITAIRES ET POST-UNIVERSITAIRES OBTENUS

Diplôme	Discipline	Option ou Spécialité	Institution universitaire	Année d'obtention
B.A.	Arts	—	Université de Montréal	1964
Licence	Histoire		Université de Montréal	1968
Maîtrise	Sociologie		Université Laval	1972
Doctorat	Sociologie		Université Laval	1977

FONCTIONS ANTÉRIEUREMENT OCCUPÉES

Dates		Institution ou organisme	Poste occupé
De	À		
1970	1972	Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval	Chargé de recherche

FONCTIONS ACTUELLES

Depuis	Institution ou organisme	Poste occupé
1973	Université du Québec à Rimouski	Professeur

PUBLICATIONS

Indiquez en annexe les références bibliographiques des publications dont vous êtes l'auteur ou le co-auteur (auteur, titre, revue scientifique, volume, pagination et année).

Nombre

7

Publications

Fernand Harvey

1- Livres, cahiers

- (avec Peter Southam). Chronologie du Québec, 1940-1971. Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, Québec, 1972. 185 p.
- Inventaire des cartes socio-économiques sur le Québec, 1940-1971. ISSH, Université Laval, 1972. 44 p.
- Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec. Coll. "Etudes d'histoire du Québec", Montréal, Boréal-Express, 1973. 226 p.
- (co-éditeur avec Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy). Les idéologies au Québec, 1900-1930. Québec, Presses de l'Université Laval, 1973. 337 p.

2- Articles

- "Les travailleurs québécois au XIXe siècle: essai d'un cadre d'analyse sociologique", RHAF, 25, 4 (mars 1972): 540-551.
- "Préliminaires à une sociologie historique des maladies mentales au Québec", Recherches sociographiques, 16, 1 (1975): 113-117.
- "Le monde rural: conclusion et perspectives", dans La problématique du développement en milieu rural. Actes du Colloque du GRIDEQ, Université du Québec à Rimouski, 1976. p. 256-271.

MOYENS DE COOPÉRATION REQUIS POUR LA RÉALISATION DE CE PROJET

pour l'année 1978

CATÉGORIES DE MOYENS	SÉJOUR AU QUÉBEC DE:		
	FRANÇAIS <input checked="" type="checkbox"/> BELGES <input type="checkbox"/> AUTRES _____		
	Nom(s) du(des) candidat(s)	Dates	Lieu(x)
Bourses (d'études de 2 ^e et 3 ^e cycles) (de stages de recherche)			
	2 étudiants de Pau 2 étudiants de Rennes	octobre 1978 été 1978	Rimouski Rimouski
Bourses d'études post- doctorales (S.C.R.S.T.)			
Missions de courte durée Maximum: France: 3 sem. Belgique: 2 sem.	E*		
	R*	2 professeurs français de Pau 2 professeurs français de Pau 2 professeurs français de Rennes	janvier 1978 été 1978 été 1978 Rimouski Rimouski Rimouski
Missions de moyenne durée Maximum: France: 6 sem. Belgique: 5 sem.	E		
	R		
Missions de longue durée Maximum: France: 3 mois Belgique: 8 sem. SCRST: 8 sem.	E		
	R		

MOYENS DE COOPÉRATION REQUIS POUR LA RÉALISATION DE CE PROJET

pour l'année 1978

CATÉGORIES DE MOYENS	SÉJOUR DE QUÉBÉCOIS EN:		
	FRANCE <input checked="" type="checkbox"/>	BELGIQUE <input type="checkbox"/>	AILLEURS _____
	Nom(s) du(des) candidat(s)	Dates	Lieux
Bourses <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block; margin-left: 20px;"> d'études de 2^e et 3^e cycles) (de stages de recherche) </div>			
	2 étudiants de l'UQAR	printemps 1978	Pau
Bourses d'études post- doctorales (S.C.R.S.T.)			
Missions de courte durée Maximum: France: 3 sem. Belgique: 2 sem.	E		
	R	2 professeurs de l'UQAR 1 professeur de l'UQAR	été 1978 été 1978 Pau Rennes
Missions de moyenne durée Maximum: France: 6 sem. Belgique: 5 sem.	E		
	R	1 professeur de l'UQAR	printemps 1978 Rennes
Missions de longue durée Maximum: France: 3 mois Belgique: 8 sem. SCRST: 8 sem.	E		
	R		

Évaluation des échanges déjà réalisés et de leur impact sur l'avancement des travaux de recherche en cours (dans le cas où aucun échange n'a encore eu lieu, indiquer les critères d'évaluation du projet qui seront utilisés ultérieurement).

L'évaluation du projet, après sa première année d'existence tiendra compte

des points suivants:

1- Apport réciproque au niveau de l'échange de documentation sur les problèmes des régions périphériques étudiées

2- Evolution des problématiques de part et d'autre, par suite des échanges et des éléments de comparaison établis

3- Effets multiplicateurs des stages au niveau du développement de la recherche

4- Valeur pédagogique des stages effectués par les étudiants

SIGNATURE DES AUTORITÉS CONCERNÉES

Département ou division administrative: Département des Lettres et Sciences humaines

Bernard Marinier 30/05/77

Directeur du département
ou de la division administrative

Doyen des études avancées
et de la recherche.

Date

Gabriel Berubé 30/05/77

Vice-recteur à l'enseignement
(ou à la recherche)

Date

- NOTES:**
- Ce formulaire ne porte que sur la description du projet. Les mises en candidature des participants seront effectuées ultérieurement sur des formulaires spécifiques.
 - L'acceptation du projet sera définitive lorsque l'organisme compétent de coopération internationale l'aura retenu;
 - Une lettre des autorités de l'établissement et/ou de l'organisme compétent doit accompagner la formule de présentation d'un projet de coopération. Cette lettre doit démontrer que les autorités sont favorables aux échanges projetés. Aucun projet ne sera étudié si cette lettre n'accompagne pas le présent document.
 - Toute coopération avec des industries ou des organismes privés français, belges ou autres devra être justifiée sur une feuille annexée et sera l'objet d'une étude particulière.

ANNEXE VI

Projet soumis par l'Université de Pau à l'Office franco-québécois

DÉLÉGATION AUX RELATIONS
UNIVERSITAIRES INTERNATIONALES

Bureau des Accords Internationaux

FORMULAIRE DE PRESENTATION D'UN PROJET
INTEGRE FRANCO-QUEBECOIS

NOUVEAU PROJET

Liaison avec le projet C 4
et C 2

N° du projet

Ø	X	C	4		
---	---	---	---	--	--

I. TITRE DU PROJET

Etude des phénomènes de marginalité par comparaison de deux ensembles régionaux en situation périphérique : l'Est du Québec (Canada) et les Pays de l'Adour (France).

1. Durée du projet : 4 ans renouvelables
2. Date du commencement : 1er janvier 1978

II. Dans quel groupe de disciplines se situe votre projet (1)

Sciences humaines

Projet pluridisciplinaire qui concernera plus directement les Sciences Humaines avec quelques prolongements pour les Sciences et techniques de l'administration, Sciences biologiques (écologie) et Sciences de l'éducation (Formation permanente et promotion sociale, animation d'un milieu).

III ETABLISSEMENT FRANCAIS

1. NOM DE L'ÉTABLISSEMENT : UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR
DEPARTEMENT D'ETUDES REGIONALES
2. NOM DU RESPONSABLE DU PROJET : DALLA ROSA Gilbert

FONCTIONS : Maître Assistant de Géographie

3. ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT : Département d'Etudes Régionales
I. U. R. S. Faculté des Sciences
Avenue Philippon 64000 - PAU
4. TELEPHONE : (16-59) 02-81-75

IV ORGANISME QUEBECOIS (1)

1. NOM DE L'ORGANISME OU INSTITUTION : GRIDEQ (Groupe de recherches
interdisciplinaire pour le développement de l'Est du Quebec).
Université du Québec à Rimouski
2. NOM DE LA PERSONNE RESPONSABLE : Fernand HARVEY

FONCTIONS : Directeur du module de sociologie
Coordinateur du GRIDEQ.

3. ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT : GRIDEQ
Université du Quebec à Rimouski
300, avenue des Ursulines
RIMOUSKI - QUEBEC
Tel : (418) 723. 1986

(1) Joindre les photocopies des correspondances échangées avec les Québécois.

V. OBJECTIFS

Préambule :

A la suite d'un échange de correspondance et de la visite à Pau du 26 au 29 avril 1977 d'une mission exploratoire de 3 universitaires de Rimouski, conduite par Monsieur Fernand Harvey le principe d'une collaboration entre les deux universités a été retenu en présence de Monsieur Levier, président de l'Université de Pau.

Cette collaboration sera d'autant plus facile et fructueuse que les 2 universités présentent bien des points communs.

Les deux universités :

- sont de création récente (1968 et 1969)
- ont un nombre sensiblement équivalent d'étudiants (3500 à Rimouski, 5000 à Pau)
- des enseignants jeunes (âge moyen compris entre 30 et 40 ans)
- une volonté commune d'associer l'université aux actions du développement régional
- une volonté commune d'insertion sociale de l'université (Centre de formation permanente et de promotion du milieu rural à Pau, Formation d'animateurs en aménagement régional à Rimouski)
- une recherche pluridisciplinaire qui commence déjà à donner des résultats : GRIDEQ (Groupe de recherches interdisciplinaires en développement dans l'Est du Québec) et D.E.R. (Département d'Etudes Régionales) à l'Université de Pau.
- même nécessité d'une ouverture internationale pour mieux affermir les recherches régionales
- même souci de spécialisation sur quelques thèmes de recherches privilégiés compte tenu de l'absence d'enseignement dans certaines disciplines.

Les objectifs poursuivis :

Définir une problématique du développement des régions périphériques : elle sera précédée par une analyse des situations de marginalité et complétée par la recherche de solutions spécifiques et appropriées à ces milieux.

L'étude de certains phénomènes propres au milieu rural, l'étude du rôle particulier des petites et moyennes villes de ces régions périphériques, les variations d'échelles pour l'appréhension des différents niveaux de la marginalité, doivent permettre une nouvelle approche des problèmes théoriques et la définition de nouveaux modèles.

Au point de vue conceptuel, il y aura rupture avec l'approche traditionnelle basée essentiellement sur la dualité : centre-périphérie. On lui préférera une autre méthode, visant surtout à comparer les régions entre-elles, pour faire apparaître les analogies, pour mettre en évidence les processus d'évolution et leurs similitudes, pour tendre à une certaine universalité. La comparaison sera d'autant plus fructueuse si elle peut se faire dans des pays différents.

Chacune des régions sera ensuite définie surtout par ses possibilités intrinsèques, par ses potentialités et non, systématiquement, par ses faiblesses.

Cette redéfinition du concept de région devra être complétée par des analyses sectorielles permettant de mieux préciser les agents de production et de consommation d'espace.

Ainsi dans un premier temps et compte tenu des travaux de recherche déjà en cours dans les Universités de Pau et de Québec-Rimouski, les thèmes suivants seront abordés en priorité et feront l'objet d'une réflexion commune.

VI - MOYENS POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS.

1. Stratégie du projet

a) Présenter les différentes phases de la réalisation du projet.

- Phase 1 - 1978-79

Dans un premier temps et compte tenu des travaux de recherche déjà en cours dans les Universités de Pau et de Québec-Rimouski, les thèmes suivants seront abordés en priorité et feront l'objet d'une réflexion commune.

Etude du milieu rural : urbanisation des campagnes et conséquences sur l'espace rural.
 : conséquence de la déprise rurale sur l'environnement
 : culture rurale et culture urbaine, histoires de vie
 : comparaison de types d'exploitations agricoles, de leur mode de gestion, du commandement extérieur qu'elles subissent.

Etude du rôle des villes dans les régions périphériques.

: les processus d'urbanisation et la consommation d'espace
 : les réseaux urbains, leur rôle dans les campagnes (notions de flux):

Etude du tourisme et des loisirs :

Etude des clientèles, des aménagements touristiques et leurs incidences économiques
 Les images touristiques et le produit touristique (analyse de contenu)
 Les parcs nationaux et régionaux et les phénomènes d'isolats.

Etude des stratégies de développement :

Les processus de la décision administrative
 L'animation sociale et le développement
 Le rôle des mass-média dans le développement

- Phase 2 - septembre 1979.

Organisation d'un colloque commun aux deux universités sur le thème suivant : "Eléments pour une problématique du développement des régions périphériques".

Après le colloque définition en commun des nouveaux thèmes qu'il est nécessaire d'aborder pour une approche plus approfondie de la problématique initiale.

Mise au point d'une méthodologie commune.

- Phase 3 - 1980-81.

Recherches intégrées et coordonnées portant sur les nouveaux thèmes définis.

Diffusion dans l'Est du Québec et les Pays de l'Adour des résultats obtenus.

Organisation de tables rondes et mise en place de groupes de "recherche-participation" pour proposer de nouvelles solutions d'aménagement et d'animation des régions périphériques.

Fin 1981 - Bilan et présentation éventuelle d'un nouveau projet. Publication des résultats obtenus.

- b) Indiquer les moyens qui seront utilisés en les reliant à chacune de ces phases.

Les moyens indiqués ci-dessous ne concernent que l'Université de Pau. Leur équivalence doit être envisagée pour l'Université de Québec-Rimouski.

- Phase 1. Janvier 1978. 2 missions de recherche (2 à 3 semaines)
Convention de collaboration entre les
2 universités.
Echange de documentation.
Echange de fiches de documentation .
- été 1978. Echange de stagiaires dans le cadre
de l'office Franco-Québécois pour la
jeunesse. Intégration dans le milieu
et étude de l'aménagement rural.
2 missions de recherche courte durée.
- octobre 1978. Echange d'étudiants de 2° ou 3° cycle
pour travaux de recherche.
(2 bourses annuelles)
- hiver 1978. 1 mission de recherche courte durée.
- juin-juillet 1979. 1 mission de recherche moyenne durée
(6 semaines).
Soutenance de travaux de recherche.

septembre 1979. Organisation du 1er colloque
Echange d'étudiants. 2 bourses
pour l'année universitaire 1979-80.

été 1980. 1 stage de recherche scientifique

Automne 1980. 2 missions d'enseignement courte durée.

1981. Publication des travaux.

2. Justifier le choix de ces moyens.

Les moyens demandés sont conformes aux objectifs et portent essentiellement dans un premier temps sur des missions de recherche courte durée. Dans le cadre de ces missions il s'agira essentiellement de mettre au point une méthodologie, de comparer les résultats obtenus, de participer à des séminaires organisés par l'université d'accueil. Les bourses pour travaux d'étudiants permettront d'effectuer des recherches plus spécifiques, nécessaires à la vérification des hypothèses de travail ou de compléter la documentation nécessaire. Les missions d'enseignement seront simplement amorcées. Elles devraient être beaucoup plus importantes dans un projet ultérieur.

A L'USAGE DES AUTORITES DE L'ETABLISSEMENT

3. Spécifier en quoi l'activité ou le projet peut avoir des répercussions sur les autres activités ou projets de votre établissement.

La problématique retenue s'inscrit tout particulièrement dans les actions spécifiques de recherche retenues par l'Université de Pau : projets C2 et C4.

Elle renforce la volonté d'insertion régionale de l'Université et confirme sa vocation de recherche et de formation en liaison avec le milieu rural.

Etant donné l'avance acquise dans l'Est du Québec pour l'utilisation des moyens audio-visuels (télévision par câble notamment) de fructueuses retombées peuvent être envisagées, si la collaboration de l'Université de Pau avec l'Institut National pour l'Audio-visuel se concrétisait.

VII - BILAN

Pour les projets en cours présenter un bilan détaillé des réalisations de l'année 1977.